

programme communiste

Revue théorique
du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

SOMMAIRE

	Page
La croissance économique, pour quoi faire ?	1
Le mouvement social en Chine (II)	6
Les leçons de la polémique russo-chinoise	20
Textes du marxisme révolutionnaire : parti et classe ..	37
Histoire de la gauche communiste	44
Alfred Rosmer	58

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Nos publications

EN LANGUE FRANÇAISE :

— Dialogue avec Staline (numéro spécial de Programme communiste, 56 pages)	2,— F
— Dialogue avec les morts (critique du XX ^e Congrès du P.C.U.S., 159 pages)	4,— F
— L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours , ainsi que Le Marxisme et la Russie (148 pages)	4,— F
— Sur le Texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme (le gauchisme) »	2,— F
— Programme Communiste (chaque année — 4 numéros — à partir de 1959 inclus)	8,— F
— Le Prolétaire : mensuel ;	
Abonnement annuel	2,— F
Un numéro	0,20 F

EN LANGUE ITALIENNE :

— Storia della sinistra comunista (1 ^{er} vol., 415 pages)	25,— F
— 1917 Insegnamenti dell'ottobre . Leon Trotsky	4,— F
— Il Programma Comunista : journal bimensuel ;	
Abonnement annuel	6,— F
Un numéro	0,30 F
— Spartaco (supplément syndical, servi gratuitement aux abonnés de Programma Comunista) ;	
Un numéro	0,20 F
— Documents ronéotypés :	
1) Partito e classe — Il principio democratico — Partito e azione di classe — Il rovesciamento della prassi — Partito rivoluzionario e azione economica	3,50 F
2) Tracciato d'impostazione - Tesi caratteristiche del Partito	3,50 F
3) Forza, violenza, dittatura nella lotta di classe	3,50 F
4) I fondamenti del comunismo rivoluzionario	3,50 F
5) La successione delle forme di produzione nella teoria marxista	en réimpression
6) L'abaco dell'economia marxista	en réimpression
7) Lezioni delle controrivoluzioni - Appello per la riorganizzazione internazionale del movimento rivoluzionario marxista	3,50 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

— Der Faden der Zeit : Der II. Kongress der III. Internationale und die italienische Linke.	2,— F
— Der Faden der Zeit : Der. I. Weltkrieg und die marxistische Linke.	2,— F

EN LANGUE HOLLANDAISE :

— Documentatije Materiaal	0,25 F
--	--------

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, POUR QUOI FAIRE ?

Les grands problèmes sociaux que seule la révolution communiste tranchera, la bourgeoisie décadente ne peut les esquiver. Ils s'imposent à elle avec une force assez despotique pour la contraindre à répondre à sa façon, c'est-à-dire à étaler dans les discours de ses politiciens et les colonnes de ses journaux son vide théorique, son impuissance pratique, son scepticisme universel, en même temps que l'optimisme commandé par sa position de classe dominante ou, pour mieux dire, par l'impossibilité où elle se trouve de confesser la faillite de sa domination.

Pourquoi cela ? Parce que, comme le répète si souvent De Gaulle, « nous vivons une époque dangereuse ». Vieux politicien et grand bourgeois, c'est son flair de classe qui lui dicte ces paroles cent fois moins mensongères et vulgaires que les promesses de paix éternelle, d'harmonieuse coexistence, de progrès sans fin dictées aux « socialistes » et « communistes » d'aujourd'hui par leur rôle d'endormeurs du prolétariat.

Le caractère « dangereux » de l'époque n'est pas un mensonge. Dans le train-train du travail et de la production pacifiques, les « victoires » sont devenues aussi difficiles que dans les bouleversements de la lutte armée et de la guerre. La concurrence mondiale accrue, les limitations fatales du marché ont rendu la mise en valeur du Capital si difficile que les « victoires économiques » exigent la même mobilisation totalitaire des énergies sociales que les plus sanglantes victoires de guerre. En temps de guerre, nul ne devait ignorer les « nobles » buts de guerre de la bourgeoisie, parce que nul ne devait se soustraire aux sacrifices exigés par elle : c'est pourquoi la propagande de guerre fut créée, que même les bourgeois définissent comme la répétition obsédante de grands thèmes, « sans exclusion du mensonge ». « A notre époque dangereuse », la propagande de guerre continue jusqu'en temps de paix : nul ne doit « ignorer » que la bourgeoisie poursuit « en réalité » des buts sociaux (et même socialistes !), parce que nul ne doit se soustraire à l'intense effort productif qu'elle exige ! Le mensonge est roi, parce que cette propagande est celle de la guerre de classe que la bourgeoisie mène incessamment contre le prolétariat, le Capitalisme contre le Communisme, et tous les faux socialismes contre le marxisme révolutionnaire. Ses grands slogans sont : prospective — démocratie — planification, grossiers bobards de guerre sociale que seuls les marxistes savent pourtant détecter et dénoncer.

**

Un unique morceau d'anthologie emprunté au moins bobardier, au plus « sérieux » et « objectif » des quotidiens bourgeois français suffira à dévoiler tous les secrets de cette propagande de la bourgeoisie et des opportunistes contemporains. C'est un passage hautement caractéristique d'une prétendue « étude » publiée sous le titre non moins caractéristique de : « La Croissance économique, pour quoi faire ? » dans les numéros des 3, 4, 5 et 6 juin du Monde. Il nous

brosse un petit tableau de l'... humanité devant son destin tel que le voit « innocemment » tout démocrate, conditionné qu'il est par des milliers de pages de la même littérature stupide et fade : « D'un côté, une masse de plus en plus imposante de citoyens qui ressentent le besoin de lire l'avenir, qui demandent « pourquoi nous travaillons ? »... ; de l'autre, des pionniers de l'administration et de l'industrie qui ont compris que la croissance économique de la nation et de la firme n'étaient pas un but en soi et qui cherchent... Entre eux, un grand vide. Des partis... des syndicats, des... journaux essaient de le combler. Il est temps en effet de préparer le grand débat d'automne sur les orientations du V^e Plan. Pour la première fois, l'Assemblée nationale est conviée... à cette discussion fondamentale. Du même coup, c'est la nation tout entière — du moins théorique — qui est invitée à une tâche prospective d'envergure... »

(Après la reconstruction du pays ruiné par la guerre) « les choix ne sont plus maintenant dictés par les circonstances... A ce point précis, l'économiste doit céder la place au philosophe pour éclairer la route... Il n'y a pas d'intérêt général objectif indépendant des choix idéologiques ou politiques. Du moins, afin d'aider aux options, pouvons-nous essayer de repérer les fins possibles de l'économie, chacun opérant les dosages suivant ses aspirations... : économie de puissance ; économie de loisirs ; économie de consommation ; économie de création (celle d'équipements durables dont les services sont distribués à tous) ; économie de solidarité (transfert des riches vers les pauvres)... »

Le tableau est donc en bref celui-ci : les citoyens sont inquiets ; les dirigeants, désabusés ; mais, grâce au ciel, il y a les institutions démocratiques, qui ont pour tâche de faire participer la Nation au Plan futur, par-dessus l'inquiétude et l'incertitude, en lui faisant connaître toutes les philosophies sociales possibles, afin qu'Elle opte pour la meilleure économie, que la majorité démocratique révélera, à condition que la nation ait réellement répondu à l'appel, qu'elle se soit réellement pénétrée des grands problèmes qui se posent, qu'elle ait réellement choisi... Quand donc marxistes ont-ils été obligés de réfuter pareil monceau de sottises ? Quand donc galimatias ayant pareilles prétentions de « sérieux » et de « respectabilité » a-t-il jamais été présenté aux masses ? Quoi qu'il en soit, puisque c'est le credo de l'époque, il faut le démonter pièce par pièce !

Dans la « masse imposante des citoyens », il faut être bien aveugle pour ne pas voir d'une part les possédants, les privilégiés, les exploités grands et petits, orgueilleux ou honteux, légaux ou illégaux — et, de l'autre, la « masse imposante » des prolétaires.

Dans l'avenir, les premiers cherchent à lire une chose et une seule : « pourra-t-on continuer encore longtemps à faire beaucoup d'argent ? ». La question angoissante de savoir « pourquoi nous travaillons ? » (qui signifie la plupart du temps : pourquoi nous faisons travailler les autres ?) ne se pose à eux que dans un seul sens : les efforts qui rapportent si bien aujourd'hui rapporteront-ils encore aussi bien demain ? Peu ferrés en sciences sociales, méprisants de l'histoire passée, tous ces gens savent du moins que (grèves, révoltes, crises ou guerres ?) rien n'est tout à fait sûr en ce bas monde ! De plus, parmi eux, les petits bourgeois vivent surtout d'espoirs, et ils voudraient bien être assurés que ces espoirs seront réalisés, qu'avec la prospérité croissante, ils deviendront bien réellement des bourgeois d'une taille au-dessus, que rien ne viendra les frustrer de la récompense que mérite leur attachement à l'ordre social en vigueur. Pourquoi ils « travaillent » ? Mais précisément pour cela !

Mais les prolétaires ? Que peuvent-ils chercher dans l'avenir, si ce n'est la réponse à la question : « serons-nous donc toujours des esclaves ? ». Pourquoi ils travaillent, ils n'ont nul besoin de se le demander. Ils le savent : pour les

patrons et pour toutes les innombrables sangsues qui pullulent dans la société. C'est la seule issue que leur laisse leur condition de sans propriété, de sans monopole, de sans réserves.

Là est précisément le danger : l'existence d'une classe qui fait vivre toute la société alors qu'elle-même végète, qui ne travaille que pour enrichir autrui et qui risque de ne voir dans l'avenir que la continuation de son esclavage ou la menace de la misère pure et simple que la moindre crise entraînerait pour elle. Ce danger-là est aussi vieux que le capitalisme lui-même, mais il grandit à mesure que les prolétaires s'accroissent en nombre, que la mise en valeur du capital se heurte à des obstacles croissants, et que l'écart entre les promesses et la réalité s'agrandit. Fût-il cent fois plus grand qu'il ne l'est aujourd'hui, jamais pourtant ce danger ne contraindra le moindre « administrateur », le moindre « industriel » décidés à vivre en tant que tels à « reconnaître que la croissance économique de la nation et de la firme n'est pas un but en soi ». Ceci n'est qu'un bobard de guerre — de guerre sociale. Pour tout administrateur de la nation bourgeoise, pour tout industriel ou dirigeant de firme, la « croissance économique de la nation et de la firme » est non seulement une possibilité souhaitable, mais une nécessité vitale dans un monde dominé par la concurrence. Dès lors, cela devient aussi un but, et même un but en soi, et bien fou qui prétendrait qu'il est parfaitement possible à l'administrateur de l'Etat bourgeois d'agir selon une autre logique que celle de la « croissance économique de la nation », et à l'industriel selon une autre logique que celle de la « croissance économique de la firme », uniquement pour complaire aux misérables idéologues qui ont intérêt à dissimuler que notre belle société moderne n'est encore et toujours qu'une mosaïque d'intérêts privés luttant féroce ment entre eux. La seule chose vraie, c'est qu'aussi bien l'« administrateur » que l'« industriel » bourgeois ont en effet fort bien pu se convaincre qu'après vingt ans d'appel aux sacrifices, pour « la sauvegarde de la nation » d'abord, pour sa « reconstruction » ensuite, pour sa « grandeur » enfin, il n'était plus possible de présenter la « croissance économique comme un but en soi » aux masses prolétariennes patientes, résignées, mais toujours à nouveau déçues dans leur attente d'une vague « vie meilleure ». Mais dès son origine le Capital a proclamé n'exister que dans l'intérêt de l'humanité en général et du prolétariat en particulier ; s'il suffit de comprendre que la croissance du capital pour le capital n'est pas un bon slogan de guerre sociale, n'est pas un but permettant de mobiliser l'effort des masses — s'il suffit de cela pour être proclamé « pionnier » en l'an de grâce 1964, c'est que dans la décadence actuelle, le mensonge des uns n'a d'égal que la bêtise des autres !

**

La vérité, qui ne doit à aucun prix parvenir à la conscience des esclaves du Capital, c'est que le Capital n'a d'autres fins « sociales » que son propre accroissement ; qu'en société capitaliste, le Travail n'a d'autres fins « sociales » que de créer, reproduire et élargir le Capital, c'est-à-dire la domination de la société par la Bourgeoisie, la domination des producteurs par les moyens de production et par les produits sur lesquels ils n'ont aucun pouvoir parce qu'ils sont propriété exclusive des capitalistes.

Tous les bavardages sur les « fins possibles » de l'économie (à « choisir » et « doser » selon le gré de chacun, de surcroît !) n'ont d'autre but que de cacher cette vérité là, de faire croire que le Capital est au service de la société et de la vie humaine, alors que la société tout entière, chaque minute de la vie humaine sont au service du Capital, n'ont d'autre sens à ses yeux que de perpétuer sa puissance anonyme chevauchant les générations.

Si les choses n'avaient à accomplir qu'un prosaïque destin de choses (la maison pour l'homme sans toit — l'espace et le calme pour l'homme sans air et sans silence — la nourriture pour le mal nourri — le vêtement pour celui qui est dévêtu), tous les « grands problèmes », les « options » si difficiles et surtout les mortelles inquiétudes pour l'avenir — bref, tout ce qui remplit de son fracas la propagande de la bourgeoisie et de ses valets, s'évanouirait comme par miracle. La planification — une fois abattue la domination bourgeoise — serait simplifiée à l'extrême : les besoins d'une part, les ressources de la société de l'autre, le tout bien facile à recenser. Et le seul sujet d'inquiétude pour l'avenir serait, tout au plus, la capacité de la classe capitaliste et de ses annexes petites-bourgeoises de résister à cette simple mais grandiose réorganisation sociale.

Aujourd'hui, au contraire, tout paraît si difficile, si compliqué que les idéologues, ne sachant plus à quel saint se vouer, en sont réduits à invoquer... l'autorité de la Philosophie et à feindre de croire qu'elle pourrait bien exprimer ses oracles par les voies plus que suspectes de la démocratie parlementaire ! C'est que, précisément, dans leur « prospective » et leur « planification », les choses n'ont pas un banal et simple destin de choses à accomplir, mais le destin compliqué et tourmenté d'un Capital. Tout le mensonge de la propagande officielle, gouvernementale ou d'« opposition », est de faire passer les marchandises pour d'honnêtes objets sans mystère dont tout le problème serait de régler la production en fonction des besoins. En réalité, même les objets les plus simples (dont la propagande bourgeoise nous présente la « conquête » comme le but suprême de l'existence collective et individuelle) sont, avant de devenir « nôtres » par un acte d'aliénation, une simple forme du Capital et ils n'existent qu'en tant que tels, qu'en tant qu'ils permettent la reproduction si possible élargie de cette puissance anonyme qui ne dévore des quantités croissantes de travail humain que pour se procurer des profits croissants. Une fois la dictature de cette puissance — le Capital — abattue, rien de plus facile que de régler la production en fonction des besoins. Tant qu'elle subsiste le seul problème qui se pose est de régler cette production de façon compatible avec les exigences de la production de valeur et de plus-value. Or rien n'est plus difficile, d'autant plus que les fins égoïstes de classe de ce mode de production doivent à tout prix être dissimulées ! La preuve — ou une preuve parmi d'autres : les mystères insondables de la « prospective » et les perplexités infinies de la « planification » bourgeoise !

Les inventions techniques et les mensonges de la propagande ; l'organisation esclavagiste du travail et les séductions de la publicité ; la répression des travailleurs et les consultations électorales ; la pacifique prospection commerciale et la course aux armements ; le chantage à la Bombe et les guerres réelles — tout, absolument tout ce qui est notre lot quotidien dans cette « dangereuse » époque de décadence sociale a une origine et une seule : la collectivité humaine ne produit pas pour vivre ; elle vit au contraire pour produire, et pour produire précisément cette plus-value qui est la raison d'être du Capital, sans laquelle la société réelle d'aujourd'hui — la société divisée en capitalistes et prolétaires — ne pourrait survivre.

Cela, la propagande bourgeoise ne peut le dire. La propagande bourgeoise ignore totalement, volontairement l'économie capitaliste fondée sur l'exploitation du travail humain, et ceci même quand les faux « socialistes » et « communistes » d'aujourd'hui lui impriment leurs nuances particulières... de moins en moins particulières, il est vrai. Les seules « réalités » que connaisse la propagande bourgeoise, ce sont des fantaisies telles que l'« économie de puissance », de « loisirs », de « services distribués à tous » ou — ironie suprême ! — « de transfert des riches aux pauvres », comme nous avons vu ! Or une économie se définit par les rapports

des hommes entre eux dans la production, rapports qui se nouent, nous a enseigné il y a un siècle déjà le marxisme, indépendamment de leur volonté. Ce sont ces rapports et eux seuls qui déterminent les « finalités » de la production. Comme si la « puissance » (mais qui oserait se prononcer pour la faiblesse nationale ?), ou le « loisir », ou la généralisation des « services » publics, voire le « transfert des riches aux pauvres » nous apprenaient quoi que ce soit sur ces rapports de classe, y pouvaient (rien changer et donc marquer un quelconque dépassement des rapports existants, c'est-à-dire du mode capitaliste de production avec toutes les « fins » immuables qui le caractérisent !

Il est donc inutile de chercher à démontrer que jamais les idéologues bourgeois, la presse bourgeoise, ni les plus démocratiques des institutions n'inviteront les électeurs à décider à la majorité des voix s'ils optent pour la continuation du capitalisme ou pour le passage au socialisme. Il est tout aussi inutile de répéter que même si une pareille « option » pouvait jamais se faire jour à l'occasion d'une consultation quelconque de la volonté de la majorité, elle resterait sans aucun effet pratique, puisque la mission de l'Etat bourgeois est de conserver, non d'abolir le Capital. Le débat ne s'élève même pas à ce niveau. Dans la fable solennelle du Monde, par exemple, ce ne sont nullement les « électeurs » réels (prolétaires accablés de travail, ennemis des « questions générales » et politiquement indifférents ou petits-bourgeois avides d'argent, gobeurs des idéologies les plus frelatées et politiquement intrigants) qui sont appelés à « opter » : c'est la déesse Philosophie. C'est elle — et non les réels intérêts de classe, ou étroits ou sordides — qui est censé se prononcer dans le vote pompeux d'une Assemblée nationale à laquelle personne ne s'intéresse, à juste titre, car la seule question important à l'humanité : capitalisme ou socialisme ? ce n'est pas elle qui sera jamais appelée à la trancher ! Alors qui ira prendre la peine de prouver de surcroît que par les couloirs tortueux d'une propagande frelatée dès le départ, du « choix » et du « dosage » individuels hasardeux des idées qu'elle propose et enfin des alliances électorales sans principes qui sont de règle..., toute philosophie fout le camp ?

**

Les « fins » de la production capitaliste sont ce que leur impose d'être la division de la société en capitalistes et prolétaires. « Pour quoi faire la croissance économique ? » n'est que question de jobard ou d'ignorant qui s'imagine que ces « fins » dépendent au contraire des volontés humaines, et, pis, des volontés individuelles. Le Parlement n'aura jamais à opter que pour tel slogan de guerre sociale plutôt que pour tel autre, c'est-à-dire à choisir quelles fins fictives il convient au Capital de proclamer les siennes pour attacher quelques années encore les masses exploitées à son char.

La seule question véritable, la seule question vitale et brûlante : celle du mode de production, celle du type historique de société dans lesquels l'humanité doit vivre pour échapper aux maux qui l'accablent aujourd'hui, tous l'éluent, par lâcheté et peur de classe. Ils font bien, car elle ne se tranche que dans la lutte sociale, et dans le fracas de la révolution qui abattra enfin la domination bourgeoise et l'Etat planificateur et prospectif qui l'incarne !

LE MOUVEMENT SOCIAL EN CHINE (II)

Dans l'article précédent (P.C. n° 27) nous avons montré les caractères généraux de la révolution chinoise de 1924-1927 et les causes de son échec. Coïncidant avec la phase la plus aigüe de la contre-révolution stalinienne, le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois a été détourné par l'Internationale des perspectives politiques et sociales d'un Octobre asiatique et coupé de l'appui du prolétariat mondial.

Au moment crucial de la révolution, lors de la grève générale de 16 mois qui paralysa Hong-Kong et tout le commerce britannique en Orient, Moscou vola au secours de l'impérialisme anglais en créant avec les Trade-Unions le Comité syndical anglo-russe qui sabota la grève parallèle du prolétariat métropolitain. De la même manière en Chine, l'Internationale s'opposa à toute action indépendante du parti communiste et fit désarmer les ouvriers de Shanghai pour ne pas rompre l'alliance conclue avec Tchang Kaï-chek. Ainsi, le seul mouvement national bourgeois où s'est vérifiée une intervention massive et tant soit peu organisée du prolétariat depuis la révolution russe a justifié les perspectives de *double révolution* que lui assignait le II^e Congrès de l'Internationale Communiste. Si cet assaut a échoué en Chine, c'est devant le refus de transformer le mouvement ouvrier et paysan en une lutte pour les Soviets et pour la dictature du parti de classe. Dans son issue la révolution de 1924-1927 a donc été *déterminée non par la lutte entre la bourgeoisie « nationale » et l'impérialisme, mais par l'affrontement de classe entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat international*. Après les défaites successives du prolétariat européen, la défaite de la révolution chinoise est le dernier épisode avant le triomphe en URSS du « socialisme dans un seul pays » et de la contre-révolution stalinienne.

L'historiographie maoïste voit dans la révolution de 1924-1927 une simple « étape » dans le mouvement national bourgeois qui devait conduire en 1949 à la fondation de la « démocratie populaire ». Pour nous, ces événements ont une importance beaucoup plus grande. Staline et Tchang Kaï-chek ont liquidé en Chine tous les efforts du prolétariat pour faire prévaloir sa conception et la pratique de la lutte sociale en Orient. *La Chine fut le banc d'essai des principes et des tactiques de collaboration de classe dans les mouvements nationaux et coloniaux*. Négation du rôle autonome et des objectifs spécifiques du prolétariat, alliance « anti-impérialiste » avec les partis bourgeois, adhésion à la théorie menchéviste de la nécessité

d'une « étape démocratique » : tels sont les principes que Moscou a imposés en Chine et que le PCC a faits siens à tout jamais. Tournant le dos aux enseignements du « Manifeste Communiste », aux leçons des révolutions de 1848 et de 1871 en Europe, ainsi qu'à la ligne suivie par les bolchéviks en Octobre 1917, ces positions n'ont pas seulement conduit le prolétariat chinois à une défaite irréparable, elles l'ont emporté dans toutes les révolutions anti-coloniales d'Afrique et d'Asie.

Ce n'est pas un hasard si le parti chinois, fidèle à Moscou tant qu'il s'agissait de réprimer les luttes de classe d'un prolétariat internationaliste, s'est opposé à ses directives lorsqu'il est devenu l'organisateur du mouvement national et paysan. Le prolétariat battu, il fallait encore donner une réponse à la question sociale et un cadre politique à l'accumulation du Capital. C'est l'urgence de cette réponse, la gravité des antagonismes qui avaient mis en branle toutes les classes de la vieille société, qui ont poussé le parti de Mao à jouer le rôle du « véritable Kuomintang ». Ayant refusé d'armer les ouvriers chinois, il arma la paysannerie petite bourgeoise. Ayant nié la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, il en assumait les responsabilités pour fonder la « démocratie populaire ». Ayant condamné en Chine les perspectives du socialisme, il en est venu aujourd'hui à brandir contre Moscou le drapeau du « socialisme chinois ». Mais sur ce terrain des luttes paysannes, démocratiques et nationales, il n'a pas renoué avec une ligne de classe et il ne peut pas plus prétendre redresser le cours suivi par l'Internationale moscovite. Il a simplement traduit dans les faits les conséquences politiques et sociales de la défaite prolétarienne : *la victoire de la « solution » bourgeoise*. L'objet de ce second article est de montrer comment a été préparée cette « victoire » du Capital dans la période tourmentée qui va de 1927 à 1949.

III — LA QUESTION AGRAIRE : GENESE DU « SOCIALISME » CHINOIS

Nous avons déjà signalé l'interprétation que l'école de Mao donna de l'écrasement du prolétariat en 1924-1927. Les positions fondamentales que l'Internationale avait imposées au parti chinois ne furent pas remises en cause, comme le demandait Trotsky. On continua à affirmer la nécessité d'une « étape démocratique » pendant laquelle le prolétariat ne devait lutter que pour des objectifs nationaux bourgeois. On ne repoussa pas, en principe, l'alliance avec le Kuomintang. On reprocha seulement aux dirigeants détrônés l'application qu'ils avaient faite de cette politique menchéviste. Ainsi, au lieu d'avouer que l'on avait complètement ignoré les intérêts et l'action autonome du prolétariat dans cette révolution manquée, on se contente de dénoncer la « sous-estimation » du mouvement paysan. C'est ce que fit Mao Tsé-toung.

Abandonnée à ses propres forces, décapitée de son avant-garde prolétarienne, la révolution chinoise s'enfonça dans les campagnes. Mais rien n'est plus faux que la prétention du PCC de s'y être rebâti sur les bases de classe, loin des grands centres urbains où sévissait la contre-révolution, la découverte

de la « question agraire » n'a pas redressé le cours du parti. En effet, pour un parti de classe, il n'est pas de programme agraire qui ne soit lié aux perspectives de la conquête du pouvoir et de la dictature prolétarienne. L'opposition trotskyste essaiera bien pendant quelques années d'établir une liaison entre le mouvement ouvrier et les révoltes paysannes : elle préconisait la formation de détachements paysans non pour mener la guérilla dans les campagnes, mais pour appuyer les dernières vagues de luttes prolétariennes dans les villes. Devant le reflux général, cette tactique fit rapidement faillite. Mao Tsé-toung vint alors consacrer la rupture de classe : l'organisation et l'armement de la paysannerie ne devaient pas avoir d'autre but que l'unification du pays et l'indépendance nationale. Ainsi, le PCC se fixait pour tâche d'accomplir ce que le Kuomintang n'avait pas osé faire lorsque le prolétariat était encore menaçant : le soulèvement des campagnes contre les « seigneurs de la guerre » et la domination impérialiste.

Si le Kuomintang réapparut sous les traits du parti « communiste », ce fut avec toutes les contradictions et les semi-mesures d'un parti petit-bourgeois dans la solution des problèmes sociaux de la révolution. Le parti de Mao prétendit bien être le champion d'une « révolution agraire radicale », mais ses programmes successifs comme les réalisations qu'il en a données sont le meilleur démenti à ces illusions. Il tremblera, tout comme le Kuomintang, devant les « excès » paysans et, au besoin, entreprendra de les réprimer. De 1937 jusqu'à la fin de la guerre mondiale, il sacrifiera les plus insignifiantes réformes aux intérêts du front national anti-japonais et d'une nouvelle alliance avec le Kuomintang. Enfin et surtout, il développera au sein de la paysannerie l'idée chimérique que la question agraire pouvait être résolue à l'échelle nationale et bourgeoise à travers le partage « équitable » des terres et une ultérieure collectivisation. Soulever la paysannerie pour accomplir la révolution bourgeoise et limiter la révolution agraire à de simples réformes bourgeoises : tels furent les objectifs avoués du PCC pendant cette période de gestation de la « démocratie populaire ».

LES DONNEES DE LA QUESTION AGRAIRE EN CHINE.

En quels termes se posait en Chine la question agraire ? Quelles étaient les chances d'une solution bourgeoise ? Quels furent les différents programmes des partis « démocratiques », le Kuomintang et le PCC ? Voilà ce qu'il nous faut considérer pour bien comprendre les difficultés et les échecs d'une « révolution agraire » privée des perspectives communistes et internationalistes du prolétariat chinois.

L'école de Mao a insisté sur le caractère « antiféodal » de la révolution chinoise afin d'élever le partage des terres au niveau d'une mesure nécessaire et suffisante pour le bouleversement des rapports sociaux à la campagne. Mais quel était le poids de la propriété féodale dans la Chine du début du siècle ? Comparée aux terres appartenant à la couronne et à l'Eglise en Russie, la propriété de l'Etat et des temples était fort réduite en Chine. Pour la Russie de 1905, Lénine nous donne les chiffres suivants (en millions de déciatines) :

propriété privée	101,5
tenures paysannes	138,8
terres de la couronne et de l'Eglise..	154,7

Certes, il convient de soustraire à ce dernier chiffre les étendues désertiques de l'extrême Nord, ce qui ne donne plus, selon Lénine, que 39,5 millions de déciatines. Mais ce total est encore élevé par rapport à la Chine pour laquelle nous avons les pourcentages suivants :

Périodes	Propriétés de l'Etat et des temples	Propriété privée
Fin XVI ^e siècle	50,0	50,0
1877	18,8	81,2
1929-1933	6,7	93,3

Sources : « Histoire du développement économique de la Chine » 1840-1948, Pékin, 1958 (Tableau N° 172).

Cette différence reflète une plus grande dilapidation des biens d'Etat en Chine par les mandarins et la bourgeoisie compradore, un affaiblissement considérable du pouvoir central pendant la première période de l'accumulation capitaliste menée conjointement par l'impérialisme européen et par l'usurier de village. En Chine donc, les paysans sans terre ne pouvaient sérieusement attendre leur salut du partage des domaines « féodaux » et la bourgeoisie ne pouvait pas plus détourner, comme ce fut le cas en Russie, le fer de lance de la révolution paysanne sur un fonds agraire de réserve pratiquement inexistant.

En fait, la bourgeoisie n'attendait pas de la révolution qu'elle lui donne libre accès à la propriété du sol. Nous l'avons déjà dit, dans l'ancienne Chine, l'achat et la vente de la terre étaient libres et la bourgeoisie avait établi depuis longtemps son monopole sur le commerce du sol. Dans un pays où moins du dixième de la superficie totale était cultivée, où le manque de terre dans les zones fertiles d'agriculture intensive se faisait terriblement sentir, le fermage était la forme prédominante de la propriété paysanne. L'ampleur qu'il a prise depuis le début du siècle est un des éléments de la crise chronique de l'agriculture. Les chiffres ci-dessous donnent une idée de ce processus d'expropriation dans les campagnes :

Années	Propriétaires (%)	Semi-fermiers (%)	Fermiers (%)
1912	49	23	28
1931	46	23	31
1936	46	24	30
1947	42	25	33

Sources : « Histoire du développement économique... » (Tableau 174).

Cette situation, particulièrement difficile dans les grands bassins fluviaux de la Chine Centrale et du Sud, explique les formes prises dans ces régions par l'exploitation de la paysannerie : rente en nature et parfois même en corvées, taux fort élevés allant parfois jusqu'à 70 % de la récolte. Mais il faut bien voir que cette rente était prélevée non par une classe de féodaux, mais par la bourgeoisie elle-même qui trouvait plus de profit à investir ses capitaux dans la terre que dans l'industrie et qui contribuait avec les notables à maintenir dans les campagnes le vieil ordre de choses. Une très large fraction de la bourgeoisie chinoise a ainsi vécu du retard de l'industrialisation et du morcellement de la propriété foncière qu'elle favorisait en louant par petits lopins la terre qu'elle avait accaparée.

On jugera de la gravité de cette lutte pour la terre d'après les statistiques publiées par le gouvernement de « gauche » de Ouhan à la suite d'une enquête de sa Commission agraire, réalisée dans le Centre et le Sud du pays en 1927 :

Superficie des exploitations en mous (1 mou = 0,06 ha)	Nombre d'exploitations (%)	Population agricole (%)	Surface cultivée (%)
1 - 10	44	20	6
10 - 30	24	12	13
30 - 50	16	7	17
50 - 100	11	4	21
100 et plus	5	2	43
Total	100	45	100

Sources : Rapport de la Commission Agraire du gouvernement de Ouhan au C.C. du Kuomintang. Cité d'après A.V. Bakoulin « Zapiski ob oukhanskom periode kitaïskoi revolioutsii », Moscou, 1930.

Ce tableau confirme donc que 55 % de la population agricole représente des paysans sans terre obligés de louer un misérable lopin aux propriétaires de plus de 50 mous qui détiennent 80 % de la surface cultivée. En mars 1950, Liu Shao-chi citera des chiffres comparables dans son discours sur la réforme agraire, à la Conférence consultative du peuple chinois : « Les propriétaires fonciers et les paysans riches, qui constituent moins de 10 % de la population rurale possédaient approximativement, avant la guerre contre le Japon, de 70 à 80 % des terres, ce qui leur permettait d'exploiter brutalement les paysans. Les paysans pauvres, les travailleurs agricoles, les paysans moyens, qui constituaient 90 % de la population rurale, possédaient en tout 20 à 30 % des terres ».

Cependant un tel tableau ne signifie rien si l'on ne tient pas compte de l'exiguïté des exploitations et de l'extrême morcellement de la propriété foncière qui ne laissent aucune chance de succès à la solution petite-bour-

geoise du partage. En 1946, le ministère de l'Agriculture donnait pour l'ensemble de la Chine 94 millions d'hectares cultivés par 329 millions de paysans répartis entre 63.200.000 exploitations, ce qui représente une superficie cultivable de 0,28 ha par tête ou de 1,48 ha par exploitation. Encore plus caractéristiques sont les indications du « China Handbook' 1937-1943 » pour l'année 1934. Nous y trouvons des chiffres sur l'étendue des exploitations dans le Sud (14 provinces productrices de riz) et dans le Nord (12 provinces productrices de blé) avec une moyenne nationale établie sur la base de 22 provinces :

Surface en mous		1-5	6-10	11-15	16-20	21-30	31-40	41-50	51-100	+ 100
Exploitations (%)	Sud	27,7	23,8	17,6	13,4	10,0	6,1		3,4	
	Nord	27,1		21,5		16,8	13,1	10,0	7,2	4,3
Moyenne nationale		35,8		25,2		14,2	16,5		8,3	

Sources : « China Handbook 1937-1943 », p. 609. *The Size of Farm Area in China, 1934.*

La différence entre le Nord et le Sud, marquée par un morcellement plus fort et donc par une acuité plus grande du problème agraire dans les terres à riz, illustre l'histoire des révoltes paysannes la plupart du temps d'origine sudiste. Mais ajoutons encore cette remarque : la « Longue Marche » vers le Nord des troupes de Mao et de Chu Teh, loin d'être une glorieuse épopée de la révolution agraire, ne figure que la fuite devant elle, devant son échec. C'est dans le Sud, en luttant contre le gouvernement nationaliste de Canton, puis contre celui de Ouhan, que le PCC avait dû conquérir à la révolution la masse révoltée de la paysannerie. Après la défaite du prolétariat, puis du mouvement paysan dans le Hounan et le Kiangsi, la marche vers le Nord ne contribuera pas à la relance de la question agraire, mais permettra au contraire au PCC de l'é luder et de préparer une nouvelle alliance avec le Kuomintang pour faire face à la guerre sino-japonaise.

DEUX TYPES D'EVOLUTION BOURGEOISE.

Le PCC, comme le Kuomintang, n'a vu dans la paysannerie révoltée que l'instrument qui réaliserait l'unité du pays et la domination politique du Capital. C'est pourquoi il n'a pas hésité à sacrifier les intérêts du mouvement paysan dans diverses circonstances, telle la campagne contre les militaristes du Nord ou le conflit avec le Japon. Tout autre était l'enjeu des luttes de classes. Pour le prolétariat des grands centres urbains, il s'agissait de savoir si la révolution chinoise pourrait lui donner le pouvoir politique et abrèger en Chine les souffrances de l'accumulation capitaliste avec l'aide ultérieure des prolétaires d'Occident. Pour la paysannerie, il s'agissait de faire table rase de toutes les entraves mises au développement du capitalisme. Privée des perspectives politiques de la dictature prolétarienne, la « révolution agraire » ne pouvait plus décider que des formes que pren-

drait dans une Chine bourgeoise l'accumulation du Capital. Si dans leur lutte pour la terre les paysans chinois réussissaient à couper le cordon ombilical qui rattachait le capitalisme national à l'usurier, au mandarin, au comprador et aux impérialistes étrangers, le développement de ce jeune capitalisme serait rapide et puissant. Si, par contre, la rupture était moins radicale, la Chine resterait pendant une longue période sinon une colonie, du moins un pays arriéré. Il importe donc de déterminer, comme le fit Lénine pour la Russie, *la voie réformiste* et *la voie révolutionnaire* d'un développement bourgeois, et quelle est celle qui l'a finalement emporté.

Dans la Russie tsariste, l'objet de la lutte était la suppression des latifundia et de la propriété féodale. C'est à cela que conduisait le développement de l'économie marchande et du capitalisme. Sous ce rapport, disait Lénine, la « révolution agraire » ne peut ouvrir qu'*une seule voie : la voie capitaliste*. Et les bolchéviks ont dû plus d'une fois rappeler cette thèse contre le « socialisme » petit-bourgeois des populistes qui voyaient dans la paysannerie le porte-drapeau du communisme et dans ses revendications égalitaires une tendance « anticapitaliste ». Cependant cette évolution bourgeoise inévitable pouvait se faire sous deux formes différentes soit par la transformation de la propriété féodale (inaugurée en 1861 et continuée par les réformes de Stolypine), soit par sa destruction révolutionnaire. Les bolchéviks ne se prononçaient pas seulement pour cette dernière méthode, ils ont aussi défendu contre l'idée du partage égalitaire le mot d'ordre de la nationalisation qui donna aux revendications démocratiques de la paysannerie leur contenu le plus radical.

En Chine, l'absence de latifundia, l'importance du fermage et le morcellement de la propriété faisaient du partage petit-bourgeois ou de la baisse du loyer des terres la mesure réformiste par excellence, et de la nationalisation — du transfert de la rente foncière à l'Etat — la seule voie révolutionnaire qu'imposaient les conditions économique-sociales. En 1928, le VI^e Congrès du PCC reconnaissait « l'impossibilité de résoudre la question agraire par la voie réformiste bourgeoise, par de petites concessions à la paysannerie aisée et aux fermiers à cause de la prédominance de la petite propriété foncière qui ne peut même pas supporter une baisse des taux de fermage, à cause également d'un manque de fonds agraires, de manœuvre ». Le transfert à l'Etat de la rente foncière n'était donc pas seulement l'unique voie révolutionnaire, il apparaissait encore comme la seule issue à la crise agraire. L'histoire avait conféré à l'Etat central un rôle déterminant dans la régulation des eaux indispensable à l'agriculture chinoise. Mais les intérêts étroits de la propriété privée avaient entraîné l'abandon de ces travaux gigantesques et, avec cela, le cycle douloureux des calamités dites naturelles et des famines. De ce point de vue, la Chine était donc aussi mieux préparée que la Russie à une concentration efficace de la terre entre les mains de l'Etat.

C'est pourquoi, à la différence de la Russie, les partis bourgeois et petits-bourgeois ont reconnu en Chine la nécessité de nationaliser le sol. Mais aucun parti ne transforma ses paroles en actes. Pas plus le PCC que le Kuomintang. Et cette attitude est entièrement conforme et identique à celle

des partis bourgeois que les bolchéviks ont successivement démasqués au cours de la révolution russe.

Dans un article que nous avons déjà cité (1), Lénine commentait en ces termes la pensée de Sun Yat-sen sur la question agraire : « Faire en sorte que « l'accroissement de la valeur » de la terre soit « propriété du peuple », cela signifie transférer la rente, c'est-à-dire la propriété de la terre, à l'État ; en d'autres termes, nationaliser la terre ». Dans l'esprit du révolutionnaire bourgeois, ce projet de nationalisation devait préparer la campagne chinoise aux investissements de capitaux étrangers. Il faisait partie intégrante d'un plan de coopération économique internationale qui devait, après la première guerre mondiale, transformer la Chine en une grande puissance industrielle. « Je propose, disait Sun dans son livre « Mémoires d'un révolutionnaire chinois », un plan pour l'organisation d'un nouveau marché en Chine qui, suffisamment étendu, développera les forces productives chinoises et absorbera les possibilités industrielles des puissances étrangères ». Et de présenter tout un programme grandiose de travaux d'irrigation du sous-sol, de développement des voies de communication ! Sun Yat-sen se plaçait ainsi dans la perspective d'un progrès harmonieux et rationnel du capitalisme mondial, ce que l'histoire a démenti. L'impérialisme a en effet fermé toutes les portes à la jeune Chine bourgeoise. D'autre part, le parti fondé par Sun Yat-sen pour atteindre ces objectifs, le Kuomintang, tout comme son héritier politique, le parti de Mao Tsé-toung, a été incapable d'inscrire dans la révolution chinoise le programme d'un bouleversement radical des vieilles structures agraires.

On le voit pour la nationalisation. Dès 1922, au 1^{er} Congrès des travailleurs de l'Extrême-Orient, le représentant du parti bolchévik dénonçait les hésitations du gouvernement Sun Yat-sen établi à Canton et soulignait la nécessité pour les communistes chinois de mener une lutte indépendante dans les campagnes. « D'après ce qu'a dit le délégué du Kuomintang, explique Safarov, le gouvernement du Sud envisageait la nationalisation des terres, mais ce projet ne fut pas exécuté seulement parce que cette mesure révolutionnaire demande l'uniformité et doit être réalisée dans toute la République chinoise. Il est donc d'abord nécessaire, selon le Kuomintang, de nettoyer le territoire chinois des impérialistes et des seigneurs, et d'instaurer la démocratie en Chine. Ce n'est pas une façon correcte de considérer la question... Pour les paysans de la Chine du Sud la question de la nationalisation des terres n'est pas une question qui peut être réglée par en haut, par des mesures administratives ; pour eux, c'est une nécessité vitale. Nous devons donc réaliser cette mesure révolutionnaire même dans une petite partie du pays afin de montrer aux paysans chinois vivant en territoire occupé par les forces ennemies que là où le régime démocratique a été établi les paysans vivent mille fois mieux. Sans une claire compréhension de cela, sans une attitude correcte dans la question agraire, les grandes masses ne peuvent être entraînées de notre côté dans la lutte ».

(1) « Démocratisme et populisme en Chine », cf. P.C. n° 20-21.

En fait, c'est la stratégie bourgeoise de la « révolution par étapes » qui vouait tout le mouvement paysan à l'impuissance et à la contre-révolution. Et Sun Yat-sen lui-même l'avait formulée ainsi : d'abord, l'indépendance et l'unification du pays ; ensuite, l'instauration d'un pouvoir démocratique ; en dernier lieu, les « réformes sociales ». Pour avoir adopté, dès 1924, cette ligne stratégique, le PCC subit le même sort que le Kuomintang. Lui aussi adhéra en parole au programme de nationalisation et ne réalisa en pratique que des mesures purement réformistes. Les thèses votées par le CC du PCC à sa conférence d'Août 1927, qui marquèrent pourtant un « tournant à gauche », déclaraient en substance : « Tout en reconnaissant que le parti communiste chinois doit placer au centre du programme agraire du prolétariat la revendication de la nationalisation de la terre, il est nécessaire actuellement de différencier notre tactique agraire et de l'adapter aux particularités économiques et politiques des différentes régions du territoire ». Cette « adaptation » n'avait d'autre but que de faire prévaloir dans les zones libérées par l'armée nationaliste les mesures « concrètes » les plus réformistes afin de ne pas compromettre le « front uni » avec le Kuomintang. Au nombre de ces mesures la Conférence d'Août faisait figurer la baisse des fermages, l'introduction d'un impôt unique, la confiscation des seules terres appartenant aux temples et aux « réactionnaires », une politique de crédit agricole, etc.

Ainsi, même dans la question agraire, le PCC apparaît comme l'exécuteur testamentaire du Kuomintang.

LA POLITIQUE AGRAIRE DU PCC DE 1927 A 1945.

On distingue en général deux périodes bien délimitées dans l'histoire politique et sociale de la Chine depuis la défaite du prolétariat cantonais jusqu'à la fin de la guerre sino-japonaise et le triomphe de la « démocratie populaire » :

— Entre 1927 et 1937, c'est la période dite des « républiques soviétiques » entrecoupées, d'Octobre 1934 à Octobre 1935, par la « Longue Marche » qui transporte les opérations de la Chine méridionale au Shensi Nord où se produit une trêve entre le PCC et le Kuomintang.

— A partir de 1937, sous le coup de la guerre sino-japonaise, le PCC dissout son propre gouvernement, se rallie à la défense nationale et signe avec le Kuomintang un nouvel accord de collaboration qui durera jusqu'à la fin des hostilités, en 1945.

L'historiographie officielle distingue aussi deux phases dans la politique agraire du PCC pendant toute cette période. On est passé en 1937 d'une politique de confiscation des terres à une politique de simple réduction des fermages et d'« aide » aux paysans. Comme nous l'avons déjà dit, l'autre ne représentent que deux variantes d'une même politique réformiste. La seconde cependant manifeste avec encore plus de clarté que la première le caractère national bourgeois qui domine toute l'attitude du PCC dans la question agraire. Dans sa postface à l'édition de 1941 de ses « Matériaux d'enquête à la campagne », Mao Tsé-toung définit en ces termes

ce qu'il y a de commun et de différent dans la politique pratiquée lors de ces deux phases : « L'expérience des dix années de guerre civile représente pour nous le soutien le plus immédiatement utile dans la période de guerre contre les envahisseurs japonais. Toutefois, cela n'est valable que pour la manière de conserver la liaison avec les masses et de les mobiliser dans la lutte contre l'ennemi, et non pour les problèmes de la ligne tactique à suivre. Celle-ci est aujourd'hui fondamentalement différente de la ligne du Parti dans le passé. Nous luttons alors contre les propriétaires fonciers et la bourgeoisie contre-révolutionnaire ; tandis qu'actuellement nous nous allions à tous les propriétaires fonciers et représentants de la bourgeoisie qui ne sont pas opposés à la guerre contre les envahisseurs japonais » (Œuvres choisies, T. IV, p. 13).

Qu'est-ce que cela signifie ? Que le PCC a mis la « révolution agraire » au service de la défense nationale ; que sa liaison avec les masses, sa mobilisation de la paysannerie, il les a offertes sur un plateau aux propriétaires fonciers, à la bourgeoisie anti-japonaise et à la stratégie belliciste de l'impérialisme mondial. Voyons maintenant plus en détail ce que fut la politique agraire du PCC dans ces deux périodes.

CONFISCATION ET PARTAGE (1927-1937).

Le résultat le plus clair de cette période fut de préparer, derrière le bluff des « républiques soviétiques », la victoire de la politique agraire la plus « droitière », en l'occurrence, celle de Mao Tsé-toung. Trois « étapes » marquent cette évolution :

— lors de « l'insurrection à la moisson d'automne » et dans les monts Tsingking, Mao Tsé-toung préconisa les mesures limitant la confiscation des terres aux propriétaires fonciers, ménageant les paysans riches et reconnaissant à tous un droit égal dans la répartition des lopins de terre : cette politique lui valut les plus sévères critiques de la Direction du parti ; on sait que Mao fut pour cela relevé de son poste au Bureau politique en novembre 1927 ;

— en novembre 1931, le Congrès panchinois des Soviets, tenu à Juitzin, capitale de la première république « soviétique » de Chine, adopta une loi agraire qui restera la plus « radicale » de toutes celles que le PCC a jamais proposées : confiscation de toutes les terres des grands propriétaires fonciers qui n'auront droit à aucun lot (art. 1) ; confiscation également des terres des paysans riches qui n'obtiendront qu'un lot de terre de moins bonne qualité à cultiver eux-mêmes (art. 3) ; le partage sera strictement égalitaire et non pas, comme le demandent les paysans aisés, « proportionnel aux moyens de production » (art. 7) ; les ouvriers agricoles recevront aussi un lopin et ne seront pas groupés en sovkhoses ; la loi proclame enfin la liberté complète de louer, vendre ou léguer les terres ainsi reçues ;

— Mao Tsé-toung, président de la République de Juitzin, plus tard critiqua cette loi agraire : il fallait que les grands propriétaires reçoivent aussi un lopin et que les paysans riches obtiennent de bonnes terres ; pour

réprimer les « excès » il élabora en Octobre 1933 un document sur « l'appartenance de classe à la campagne » et fit triompher sa conception à la conférence de Tsouni en Janvier 1935.

Ainsi, à la fin de cette première période, la politique de confiscation et de partage était revenue l'équivalent pur et simple d'une politique de limitation des fermages. C'est donc tout naturellement que le PCC s'y ralliera.

LA BAISSÉ DES FERMAGES (1937-1945).

Le 22 Septembre 1937, le PCC déclara solennellement abandonner sa politique de renversement du Kuomintang et de confiscation des terres afin de faciliter la formation d'un « front uni » contre le Japon. Mao Tsé-toung précisera plus tard ce que devint alors la « politique agraire » du parti. « Dans le domaine agraire, cette politique à double aspect, d'une part, exige du propriétaire foncier qu'il abaisse le montant des fermages et le taux des prêts, et, d'autre part, oblige le paysan à payer ce fermage réduit et à verser l'intérêt des sommes qu'il a empruntées » (Œuvres, T. IV, p. 14). L'essentiel de cette politique se ramena à une réduction du taux de fermage à un maximum de 37,5 % et à une limitation de l'intérêt de l'argent aux environs de 10-15 %. En fait, ces mesures qu'il appliquait dans les régions libérées, le PCC les avait trouvées dans le code pénal du gouvernement Tchong Kaï-cheh. Le 30 Janvier 1930, le Kuomintang avait promulgué une « loi agraire » interdisant d'exiger un fermage supérieur à 37,5 % du revenu d'une exploitation. Le PCC dénonça alors cette loi avec violence. En 1937, il la reprenait à son compte et s'en faisait même le garant, le Kuomintang n'ayant jamais été capable de l'appliquer.

Ainsi, au nom de la patrie en danger, le parti de la « révolution agraire » en venait à défendre les « féodaux ». Le 28 Janvier 1942, dans une décision sur la ligne à suivre, le Comité Central du PCC s'exprimait en ces termes : « La politique du Parti consiste à aider les paysans en réduisant l'exploitation féodale sans toutefois l'éliminer complètement. Nous devons garantir aux propriétaires leurs libertés civiles, leurs droits de propriété, leurs droits politiques et économiques, pour rallier leur classe tout entière à notre lutte contre les Japonais. Seuls les traîtres absolument incorrigibles et impétinents seront soumis à la politique d'élimination de l'exploitation féodale ».

De même qu'il avait sacrifié les intérêts politiques du prolétariat dans la révolution de 1924-1927, le PCC a sacrifié les intérêts sociaux de la paysannerie dans la période d'incubation de la « démocratie populaire ». Mais alors que dans la première période il n'avait pas osé affirmer devant le prolétariat révolutionnaire l'identité complète de ses buts finaux avec ceux du Kuomintang, il en viendra, dans la seconde, à jouer le rôle du « véritable Kuomintang ». C'est ainsi que dans sa brochure de 1945 « Sur le gouvernement de coalition », Mao Tsé-toung se vantera d'avoir été le seul à appliquer la politique du Kuomintang de réduction des fermages et précisera pour l'avenir : « S'il n'y a pas d'obstacles particuliers, nous

sommes prêts à poursuivre cette politique également après la guerre : nous lutterons d'abord pour la réduction des fermages et du taux d'intérêt dans l'ensemble du pays, puis, par l'application de mesures adéquates, nous obtiendrons progressivement que chaque laboureur ait son champ » (Œuvres, T. IV, p. 348). Les « obstacles » ne manqueront pas. Et cette politique ne pourra finalement être réalisée qu'à... Formose, avec « l'aide » de l'impérialisme américain : en 1949, Tchang Kai-chek y a repris sa loi de 1930 sur le métayage ; en 1953, il fut décrété qu'un cultivateur ne pourrait posséder plus de 3 ha de rizières et l'Etat acheta les surplus pour les revendre aux ouvriers agricoles ; en deux ans 470.000 familles seraient devenues propriétaires d'un petit lopin et l'on affirme que le métayage a disparu dans l'île.

Tout autres étaient les difficultés de la Chine continentale. Mais si Mao a dû suivre une autre voie, c'est d'abord malgré lui, sous la pression des contradictions économiques et sociales de l'après-guerre ; enfin, c'est dans une direction qui n'en est pas moins réformiste et bourgeoise. Elle s'est précisément imposée sur la lancée du mouvement paysan des années 1927-1945.

LES DEUX PHASES CLASSIQUES DU DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DANS L'AGRICULTURE.

Si, dans la révolution de 1924-1927, le PCC a fait prévaloir au sein du prolétariat la théorie menchéviste de la nécessité d'une « étape démocratique », l'expérience de la « révolution agraire » lui aura fait tirer les conséquences sociales de cette ligne politique en enfermant le mouvement paysan dans le gradualisme des réformes bourgeoises : *d'abord, le partage (ou la réduction des fermages), ensuite, la coopération*. Ce sont là les deux phases classiques et successives que traverse toute agriculture capitaliste. La première phase est celle de la destruction des vieux rapports et de l'instauration de rapports bourgeois (vente des « biens nationaux », partage, etc.). La deuxième phase représente un long processus de concentration et d'expropriation du petit paysan qui vise la plus large application de la technique et du Capital à l'agriculture. La rapidité de ce développement dépend, entre autres, de l'ampleur plus ou moins grande des bouleversements provoqués par la révolution bourgeoise dans les structures agraires précapitalistes. C'est pourquoi le parti du prolétariat doit se prononcer pour les solutions démocratiques les plus radicales dans cette révolution. Mais en agissant ainsi, il ne manifeste pas purement et simplement sa préférence pour un développement capitaliste impétueux de tel ou tel Etat bourgeois pris isolément, *il anticipe sur les conséquences politiques et sociales de ce développement*. L'existence d'autres pays capitalistes avancés, le degré d'organisation du prolétariat mondial, non seulement l'autorisent à prévoir ce bond, mais encore lui font un devoir de le tenter.

En 1850, dans l'« Adresse du Comité Central de la Ligue des Communistes », Marx définissait en ces termes les perspectives du prolétariat dans la question agraire :

« Le premier point sur lequel les démocrates entrèrent en conflit avec les ouvriers, ce sera l'abolition du régime féodal. Comme à la première révolution française, les petits bourgeois voudront remettre aux paysans les terres féodales à titre de libre propriété ; en d'autres termes, ils voudront laisser subsister le prolétariat rural et former une classe paysanne petite-bourgeoise qui devra parcourir le même cycle d'appauvrissement et d'endettement où le paysan français se débat encore à l'heure actuelle ».

« Dans l'intérêt du prolétariat rural et dans leur propre intérêt, les ouvriers doivent s'opposer à ce plan. Ils doivent exiger que la propriété confisquée reste propriété de l'Etat et soit transformée en colonies ouvrières que le prolétariat rural associé exploite avec tous les avantages de la grande culture, grâce à quoi le principe de la propriété commune acquiert tout de suite une base solide au milieu des conditions chancelantes de la propriété bourgeoise » (cf. P.C. N° 14, p. 43).

Qu'est-ce que cela signifie ? Que dès l'abolition du régime féodal les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie sont radicalement différents ; que le parti communiste doit poursuivre dans la révolution l'ébranlement de tous les rapports de propriété et s'opposer au plan de la bourgeoisie qui n'envisage la concentration de la propriété et la socialisation des produits qu'au bout du processus faisant du petit paysan un prolétaire et de tout travail, un travail salarié. Au mot d'ordre de la révolution permanente correspond donc pour Marx l'espoir et la tentation d'abrèger ou de sauter « l'étape » de l'accumulation capitaliste et ses deux phases successives à la campagne : la consécration de la propriété petite-bourgeoise puis son démantèlement par l'expropriation ou, ce qui revient au même, par la coopération.

La critique que nous ferons par la suite de la collectivisation chinoise et des « communes populaires » ne s'inspire pas, on le voit, de la simple considération de leurs résultats et de leurs méthodes. Ces coopératives n'ont rien à voir avec les « colonies ouvrières » dont parlait Marx, pas plus que le kolkhoze russe ne dérive des idées de Lénine sur la coopération dans l'agriculture. Mais le seul fait que Mao ait placé son plan de coopération dans le prolongement d'une politique de réforme petites-bourgeoises qui avaient pour but de donner « à chaque travailleur son champ », suffit à en déterminer le caractère et à l'opposer aux perspectives socialistes dont il prétend relever.

Pendant la période qui va de 1927 à 1945, tous les efforts de Mao ont tendu à canaliser le mouvement paysan vers ces « solutions » gradualistes et à bien séparer les « étapes nécessaires » d'une réforme bourgeoise. Parmi les « excès » que Mao combattit dans l'application de la loi de 1931, à Juitzin, on cite le refus des paysans de permettre un libre commerce du sol, l'opposition de certains militants à la politique de dotation en terres des ouvriers agricoles, seul appui du prolétariat à la campagne. Enfin, dans cette première phase, Mao insista pour qu'on s'en tienne au mot d'ordre : « la terre à ceux qui la travaillent ! » et repoussa tous les projets de collectivisation. « Il ne faut pas actuellement soulever la question de la création de fermes d'Etat et de fermes collectives », disait-il en 1934 (CEU-

vres, T. I, p. 169). A la fin de cette période, il formulera dans toute sa clarté cette conception typiquement petite-bourgeoise des deux phases de la « révolution agraire ». Citons, de son rapport « Sur le gouvernement de coalition », ce passage qui s'oppose mot pour mot au texte de Marx :

« Dès que l'on aura procédé à certaines transformations du système agraire, même s'il ne s'agit que de transformations mineures, comme la réduction des fermages et du taux de l'intérêt, l'intérêt qu'ont les paysans à accroître la production augmentera. Si, par la suite, on aide les paysans à s'organiser, progressivement, de leur plein gré, en coopératives de production agricole ou autres, cela entraînera l'accroissement des forces de production pour l'instant, ces coopératives de production agricole ne peuvent se présenter que sous forme d'organisations de travail collectif et d'aide mutuelle, fondées sur les exploitations paysannes individuelles (sur la base de la propriété privée des paysans), telles que, par exemple, les équipes d'aide mutuelle dans le travail, les groupes d'aide mutuelle, les coopératives de travail » (Œuvres, T. IV, p. 351).

Citons encore un extrait du même document (p. 350), où la fameuse « révolution agraire » apparaît sous son vrai jour bourgeois, où le paysan est désigné comme le représentant de rapports bourgeois, le client de l'industrie capitaliste, le contribuable de l'Etat démocratique, le soldat de la patrie et le futur... prolétaire ! Après avoir déclaré que « dans la question des rapports agraires, le Parti communiste chinois a fait de grandes choses qui répondent réellement aux intérêts de la nation », Mao explique :

« Les paysans constituent le milieu dont sont issus les ouvriers chinois. Dans l'avenir, des dizaines de millions de paysans viendront encore à la ville et entreront dans les usines. Dans la mesure même où la Chine a besoin de créer une puissante industrie nationale, de construire de nombreuses cités, grandes et modernes, il y aura un long processus de transformation de la population rurale en population urbaine ».

Et vive l'accumulation du Capital avec, au bout, de nouveaux millions de prolétaires !

« Le paysan est une figure importante sur le marché de l'industrie chinoise ; lui seul peut lui fournir en abondance des produits alimentaires et des matières premières, et absorber des quantités énormes de produits industriels ».

Aussi, paysans, enrichissez-vous ! l'avenir de l'industrie chinoise est dans votre bas de laine.

« Les paysans constituent la source à laquelle puise l'armée chinoise. Les soldats sont des paysans qui portent l'uniforme ; ce sont les ennemis mortels des envahisseurs nippons ».

Donc, avant tout, aux armes ! pour le triomphe de la démocratie et de la paix, aux côtés de l'URSS et des USA dans la guerre impérialiste.

(à suivre)

LES LEÇONS DE LA POLÉMIQUE RUSSO-CHINOISE

I. — LA « CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS » A LA LUMIERE DU CONFLIT RUSSO-CHINOIS

Russie et marxisme

La révolution russe n'est pas une « nouveauté » pour le marxisme. La victoire du bolchevisme n'est pas le résultat du « génie » de Lénine, de Trotsky ou d'autres, mais elle représente la vérification du marxisme par la réalité historique. Lénine n'a pas enrichi d'un iota la théorie marxiste, mais l'a défendue avec une rigueur absolue pendant trente ans environ. Entre stalinisme et marxisme, entre Staline et Lénine, il n'y a pas le moindre lien ; il y a tout au contraire un abîme infranchissable. Tout ce qui se produit en Russie depuis 1926 ne représente pas une nouveauté pour le marxisme et ne l'infirmes en rien, mais constitue au contraire la plus grande victoire du marxisme pour cette simple raison que Marx et Lénine l'avaient prévu.

Aujourd'hui, nous nous trouvons seuls à défendre les thèses marxistes sur la révolution russe, les thèses établies par Marx et par Engels, les thèses reprises par Lénine et qui triomphèrent en 1917, les thèses proclamées face au monde entier par la première révolution prolétarienne victorieuse de l'histoire (1).

Ces thèses, nous les répéterons à nouveau ici contre tous les falsificateurs, au nombre desquels figurent, comme nous le montrerons, les soi-disant communistes chinois qui dans leur conflit avec Moscou se vantent d'une orthodoxie qu'ils n'ont pas :

1 — A partir de 1848, Marx et Engels considérèrent le despotisme tsariste comme le bastion le plus solide de la contre-révolution en Europe. Ils souhaitèrent donc sa chute, qu'elle soit provoquée de l'extérieur (guerre de l'Allemagne et de la Pologne unies contre la Russie en 1848 ; guerre russo-turque) ou de l'intérieur (révolution).

2 — Placés devant l'hypothèse d'une révolution en Russie, Marx et Engels clarifièrent leur position avec une extrême rigueur. Le problème se com-

(1) Nous renvoyons le lecteur aux deux textes : *Dialogue avec Staline* et *Dialogue avec les morts* (1956), et surtout à l'œuvre vraiment monumentale divisée en deux sections « Russie et Révolution dans la théorie marxiste » et « Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui » qui est parue *in extenso* dans le journal en langue italienne de notre parti, *Programma Comunista* (années 1954 à 1957), une partie de la seconde section se trouvant traduite dans la brochure en langue française *L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours*.

pliquait de la survivance en Russie de formes du communisme primitif (mir). La question qui se posait était la suivante : la révolution russe peut-elle sauter la phase du développement capitaliste en s'appuyant sur le mir ? La réponse de Marx, dans la fameuse préface à l'édition russe du *Manifeste du Parti Communiste*, est sans équivoque : cela ne peut se produire que SI la révolution russe peut se souder à la révolution prolétarienne en Occident. Plus tard, Engels constata la dissolution du mir à la suite du développement de la production marchande dans les campagnes.

3 — Après l'apparition brutale du prolétariat sur la scène russe et la formation du P.O.S.D.R., Lénine constate l'inévitabilité du développement capitaliste dans les campagnes et enregistre le passage des défenseurs du mir à l'idéalisation réactionnaire de l'arriération des campagnes russes (Populisme).

4 — Tous les marxistes ayant écarté l'utopie réactionnaire des populistes, le « *socialisme national russe* », il restait à résoudre le problème de l'action du parti et du rôle du prolétariat dans la révolution bourgeoise anti-tsariste (*Deux tactiques*, 1905). Le marxisme russe se scinda en deux fractions : le *menchévisme* soutint que le prolétariat devait *suivre* la bourgeoisie dans la révolution démocratique et constituer une opposition parlementaire après la chute du tsarisme ; le *bolchevisme* nia que la bourgeoisie russe fût disposée à s'engager dans une révolution radicale contre le tsarisme ; il attribua donc le rôle dirigeant de la révolution *bourgeoise* au prolétariat allié aux paysans et proposa la participation du parti prolétarien au gouvernement provisoire né d'une *révolution radicale* contre l'absolutisme féodal.

La tactique défendue par Lénine ne représente pas une nouveauté par rapport au marxisme : c'est la *seule* tactique marxiste et révolutionnaire que le prolétariat puisse adopter au cours d'une révolution bourgeoise ; elle a été théorisée par Marx et par Engels depuis 1848 (2). Ce lien rigoureux avec la théorie marxiste fut sans cesse proclamé par Lénine, et il le jeta au visage de Kautsky précisément après la victoire d'Octobre :

« Il s'applique à démontrer, citations à l'appui, une idée nouvelle — le retard de la Russie, — et de cette idée-là il tire la vieille déduction que dans une révolution bourgeoise on ne saurait aller plus loin que la bourgeoisie ! Cela, en dépit de tout ce qu'ont dit Marx et Engels en comparant la révolution bourgeoise de 1789-1793 en France à la révolution bourgeoise de 1848 en Allemagne. » (3)

Pour tout le monde, la révolution russe était donc une révolution bourgeoise ; une seule exception : les populistes, inventeurs d'un socialisme russe original, national et panslaviste !

5 — L'histoire prouva en octobre 1917 qu' « une révolution bourgeoise... peut aller plus loin que la bourgeoisie », comme Marx et Engels l'avaient soutenu en 1848 : la révolution d'octobre n' « enrichit » donc pas le mar-

(2) Cf. en particulier *Le parti prolétarien et communiste et les mouvements nationaux et démocratiques* ; « Programme Communiste », n° 14, janv.-mars 1961.

(3) *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* ; Œuvres complètes, tome 28, pp. 305-306.

xisme, elle le confirme. La révolution russe fut donc une *révolution double* : bourgeoise et prolétarienne.

6 — Le contenu essentiel du caractère bourgeois de la révolution russe est représenté par l'abolition de la propriété foncière et la nationalisation du sol :

« La propriété privée du sol fut abolie en Russie dès le 26 octobre 1917, c'est-à-dire dès le premier jour de la Révolution prolétarienne socialiste. C'est ainsi que fut posé le fondement le plus parfait du point de vue du développement du capitalisme (ce que Kautsky ne saurait nier sans rompre avec Marx), en même temps que fut établi le régime agraire *le plus souple* pour le passage au socialisme. Du point de vue démocratique-bourgeois, la paysannerie révolutionnaire russe *ne peut aller plus loin* ; car, de ce point de vue, *il ne saurait y avoir rien de plus « idéal » ni rien de plus « radical »* (de ce point de vue) que la nationalisation et la jouissance égalitaire du sol. » (4)

L'abolition de la propriété foncière et la nationalisation du sol abattent tous les obstacles dressés par le féodalisme à la formation du marché intérieur. Depuis 1917, toute l'économie russe *tend* donc au capitalisme. Lénine après avoir prévu cela pendant vingt ans, le reconnaît en 1918 dans sa polémique avec Kautsky, à un moment où le bolchevisme espère la fusion proche de la double révolution russe avec la révolution prolétarienne en Occident, et où Lénine conclut le texte que nous avons cité par un salut à la révolution prolétarienne allemande.

En 1919, la révolution allemande est écrasée. Mais en 1921, lorsqu'il impose la N.E.P., Lénine répète ce qu'il disait en 1918 et n'accomplit aucun « tournant ». La continuité théorique du bolchevisme et sa fidélité au marxisme sont donc parfaites.

7 — Le contenu socialiste de la double révolution russe est essentiellement politique. Il peut être divisé en trois parties :

— Rupture de la chaîne de la guerre impérialiste ;

— Dénonciation de la trahison de la II^e Internationale et constitution de l'Internationale Communiste ;

— Revendication de la théorie marxiste dans les questions du Parti et de l'Etat en Russie et dans le reste du monde (*L'Etat et la Révolution*).

8 — La double révolution russe ne pouvait être couronnée par la victoire définitive du prolétariat (c'est-à-dire par sa disparition) que si elle pouvait s'unir à la révolution prolétarienne en Occident. La dégénérescence du pouvoir *politique* prolétarien en Russie n'était évidemment pas fatale. C'est toutefois un fait historique que cette dégénérescence s'est produite dans les conditions prévues par Marx et Lénine : l'isolement de la révolution russe de la révolution prolétarienne occidentale. Ce fait historique nous donne le droit d'affirmer que la dégénérescence de l'Etat prolétarien en Russie représente une confirmation et non une infirmation du marxisme.

La contre-révolution stalinienne amorcée en 1926 a enlevé à la révolution russe ses caractères socialistes qui, nous l'avons vu, étaient de nature

(4) Op. Cité, pp. 324-325.

politique et non économique. En entrant dans la Société des Nations, en s'alliant au cours de la seconde guerre mondiale à l'Allemagne nazie tout d'abord, aux démocraties occidentales ensuite, en participant avec ces dernières au partage des zones d'influence à Yalta et à Potsdam et à la fondation de l'O.N.U., l'U.R.S.S. est devenue un des plus solides anneaux de la chaîne impérialiste. La dissolution de l'Internationale Communiste en 1943 et l'abandon des positions marxistes sur le Parti et sur l'Etat accompagnent l'entrée de l'U.R.S.S. dans le concert impérialiste. En 1945, les conquêtes socialistes de la révolution russe étaient donc définitivement détruites. L'Etat de Staline n'était plus un Etat prolétarien, même « dégénéré ».

Si la contre-révolution détruit le contenu politique socialiste de la Révolution d'Octobre, elle dut toutefois développer son contenu économique bourgeois. Ce développement ne s'effectua pourtant qu'au travers d'un compromis avec les paysans (forme kolkhozienn) qui représente le véritable contenu *populiste* de ce que l'on a appelé la théorie de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Nous devons faire ici une importante observation. Si le Parti bolchevique est physiquement détruit par Staline au cours de la contre-révolution, le prolétariat, pour sa part, ne constitue pas un obstacle à cette destruction : la contre-révolution stalinienne n'a donc pas connu de phase de guerre civile déclarée.

Cet « argument » constitue aujourd'hui encore l'objection fondamentale des « trotskystes » à notre thèse de la dégénérescence complète et totale de la Russie soviétique. Une telle objection suppose un examen purement formel et étranger à la dialectique du problème des contre-révolutions, dont la contre-révolution russe n'est certes pas la première. Or, l'étude des contre-révolutions du passé nous démontre que la défaite ou la victoire militaires d'une classe ne correspondent pas toujours à sa défaite ou à sa victoire sociales. Par exemple, la bourgeoisie française fut vaincue militairement en 1815 par l'absolutisme européen, mais la Restauration ne put rétablir l'Ancien Régime.

En conclusion, nous pourrions rappeler cette vérité élémentaire : l'analyse d'une contre-révolution ne doit pas être conduite sur une base étroite, mais reliée au vaste ensemble des rapports de classes et d'Etats à l'échelle mondiale. A l'époque impérialiste, il n'est pas permis d'oublier ce critère. La position marxiste à l'égard de la contre-révolution stalinienne peut donc être résumée ainsi :

— Non seulement l'économie russe actuelle n'est pas socialiste, *mais elle ne l'a jamais été*. La contre-révolution stalinienne n'a pas signifié la régression de l'économie russe d'un socialisme qui n'existait pas au capitalisme, mais une dégénérescence dans laquelle le développement *vers* le socialisme se transformait en une consolidation pure et simple du capitalisme non seulement en Russie mais dans le monde. Cette dégénérescence passe par le compromis avec les paysans et la petite production de marchandises (forme kol-

khozienne). La contre-révolution stalinienne n'a donc pas restauré le capitalisme en Russie, mais a permis son développement comme mode de production dominant (5).

— Le pouvoir politique socialiste et prolétarien instauré par la Révolution d'octobre s'est transformé en un pouvoir politique pleinement bourgeois au travers d'une dégénérescence lente et graduelle qui n'a pas donné lieu à une guerre civile ouverte.

(5) Nous ne pouvons répéter ici notre analyse de l'économie russe et nous renvoyons une nouvelle fois le lecteur aux textes précédemment cités. Mais nous voulons toutefois répondre à une objection aussi courante que stupide. La première observation que doit faire un marxiste à ceux qui contestent le caractère capitaliste de l'économie russe est celle-ci : on y retrouve toutes les catégories fondamentales du capitalisme, c'est-à-dire la loi de la valeur, la production de marchandises, le taux de plus-value, le taux moyen du profit et sa baisse tendancielle, la division du profit en profit d'entreprise et intérêt, etc. Or, lorsque, dans un premier moment, nous rappelons l'existence des catégories fondamentales du capitalisme en Russie, nous sommes immédiatement accusés de tomber dans un « schématisme ridicule ». Aucun de ceux qui nous assènent ainsi ce ridicule schématisme ne nous a pourtant jamais fourni une analyse sérieuse de l'économie russe. Mais il y a mieux. Une semblable accusation ignore, ou feint d'ignorer, que l'histoire de trente ans d'économie politique stalinienne et khrouchtchevienne est précisément la lutte contre de semblables arguments *schématiques* et *ridicules*. Nous ne pouvons ici prouver en détail notre affirmation (nous le ferons dans un travail consacré à l'économie politique bourgeoise vulgaire et post-vulgaire) ; nous nous limiterons donc à citer deux passages intéressants de l'économiste russe Stroumiline : « Par exemple, en 1923, six ans après la révolution d'octobre, les économistes soviétiques prétendaient encore, au congrès du Parti, que dans notre industrie d'Etat se formait de la plus-value » (Le XII^e Congrès du P.C. (b) ; compte rendu sténographique, 17-25 avril 1923, p. 624)... « Le terme « plus-value », toutefois, offensait trop l'oreille du citoyen soviétique et il tomba en désuétude... » (*L'économie soviétique*).

Les sages observations de Stroumiline font naître de solides doutes sur la sensibilité de classe de l'oreille de ceux qui nous accusent de « schématisme » lorsque nous leur rappelons simplement qu'en Russie la plus-value est extorquée au prolétariat !

Par ailleurs, nous nous réjouissons d'être *simplistes*. Aux imbéciles qui dédaignent tout ce qui est *simple*, nous rappelons par exemple que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit moyen est d'une telle simplicité que Marx lui-même, pendant qu'il l'expose, le répète à chaque paragraphe en s'émerveillant de la cécité des économistes bourgeois. Il est vrai que Marx, en même temps, explique cette cécité par des raisons de classe...

Et savez-vous ce qu'il écrit du *Tableau* de Quesnay qui tente de représenter la reproduction et la circulation de tout le capital social, de ce *Tableau* auquel il consacre bien 38 pages dans son *Histoire des théories de la plus-value* et sur lequel Engels revient dans son *Anti-Dühring* ? Voici :

« ... un *Tableau* de cinq lignes avec six points de départ ou d'arrivée. Jamais l'économie politique n'avait eu pareille idée de génie. » (Ed. Costes, Tome I, p. 115).

De ces « cinq lignes avec six points de départ ou d'arrivée », d'un aussi *ridicule schématisme* naquit, comme Marx le rappelle dans ce même texte, la Révolution française.

La nature capitaliste de l'économie russe n'est pas un problème difficile à comprendre : elle a la simplicité de l'évidence. Celui qui ne voit pas cette évidence, celui qui n'entend pas ceux qui, comme nous, l'affirment, se fait volontairement aveugle et sourd : pour des raisons de classe. Pourtant, la *simple* affirmation de la nature capitaliste de l'économie russe est la prémisse de la révolution prolétarienne. Alors, les sourds entendent et les aveugles verront !!

La « construction du socialisme dans un seul pays » à la lumière de la polémique sino-yougoslave.

Sans doute avons-nous fait preuve dans tout ce qui précède d'un *schématisme ridicule* tout en restant déplorablement abstraits à l'égard d'une question aussi concrète et actuelle que la polémique russo-chinoise. Toutefois, avant de procéder à l'examen des problèmes concrets, il nous faut rappeler que les thèses marxistes sur la révolution russe et sur la contre-révolution stalinienne que nous avons résumées ci-dessus ont été rétablies par notre Parti en 1951. Avant de démontrer que ces mêmes problèmes *abstrait*s étudiés par nous en 1951 sont aujourd'hui à nouveau soulevés par les dirigeants chinois dans leur polémique anti-russe et anti-yougoslave, nous voulons donner cette brève définition : *les problèmes abstraits sont les problèmes concrets du futur.*

En 1964, la polémique russo-chinoise et sino-yougoslave présente immédiatement cet aspect *concret* macroscopique : dans leur polémique, les Chinois affirment péremptoirement que la Yougoslavie est un pays capitaliste. Or ce caractère éclatant, concret, actuel, macroscopique de la polémique russo-chinoise, *tous* les interlocuteurs des Chinois (khrouchtcheviens, titistes, procastristes, trotskystes, etc.), le laissent prudemment dans l'ombre. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur les raisons de cette prudence. Lorsque les dirigeants chinois soutiennent brutalement que l'économie yougoslave est capitaliste, ils détruisent malgré eux tous les mensonges de « la construction du socialisme en un seul pays », du « pays du socialisme », du « camp socialiste », etc. Ce n'est certes pas pour rien que Togliatti, secrétaire du P.C. italien et vieux renard du stalinisme, a qualifié de « dangereuse » la thèse chinoise sur l'existence du capitalisme en Yougoslavie. Et en réalité, d'un point de vue strictement logique, si l'on commence à admettre que la Yougoslavie est un pays capitaliste, pourquoi ne pas reconnaître que l'U.R.S.S. et la Chine, la Pologne et l'Albanie, en bref, tous les pays de l'« harmonieux camp socialiste », le sont aussi ?

Le silence officiel sur la question yougoslave est donc parfaitement compréhensible. Quant à nous, nous n'avons évidemment aucune intention de faire du bruit ou d'exploiter à des fins propagandistes cet aspect de la polémique russo-chinoise. Notre parti ne « dialogue » avec personne et n'est en « concurrence » avec personne. Notre Parti n'est pas « un groupe de pression » ou un « cercle d'études » : il est le Parti de la Révolution Communiste. La voie qui mène de la contre-révolution à la révolution, notre Parti la parcourt depuis trente ans au moins et ne l'a jamais abandonnée pour les impasses où s'exhibent les prostituées de l'actualité. La polémique russo-chinoise est un des faits historiques qui, en détruisant la légende du « socialisme dans un seul pays », replaceront le prolétariat sur la voie de la révolution communiste et du parti de classe. Que l'histoire élimine ainsi les prostituées de l'actualité concrète n'a rien qui puisse surprendre, du moins en ce qui nous concerne : depuis longtemps, nous attendons de voir les « concrétistes » aux prises avec une réalité concrète qui les détruisse, aux prises avec cette réalité concrète constituée par les contradictions du capitalisme international, du prolétariat révolutionnaire et de la révolution communiste.

Si les dirigeants chinois sont donc contraints de soutenir que l'économie yougoslave est capitaliste, il nous faut voir comment ils formulent cette thèse. Pour cela nous utiliserons un article paru dans le *Remin Ribao* et le *Hongqi* le 26 septembre 1963 (la responsabilité de la traduction incombe aux *Editions Oriente* qui sont directement financées par Pékin et sont donc par là même des interprètes « autorisés » de l'évangile maoïste). Il est intéressant, car tous les arguments chinois sur le capitalisme yougoslave s'y superposent. Dans un premier moment, les théoriciens du *Remin Ribao* insistent sur l'existence d'entreprises « artisanales » dans l'industrie et d'une petite production marchande dans les campagnes :

« Suivant le *Mémento de statistiques de la Yougoslavie, 1963...* on compte en Yougoslavie plus de 115.000 entreprises « artisanales » privées » (N° 6 ; p. 5). « Les usuriers sont particulièrement actifs dans les campagnes yougoslaves... Certaines personnes tirent avantage de la situation difficile des chômeurs... » (*Idem*, p. 8). « Les coopératives générales des travailleurs agricoles et les fermes collectives emploient un grand nombre d'ouvriers, et parmi eux de journaliers, qu'elles exploitent durement. » (*Idem*, p. 9).

Les théoriciens du *Remin Ribao* concluent cette première partie de leur argumentation par cette solennelle question :

« A moins que vous ne cherchiez à tromper les gens, comment pouvez-vous prétendre qu'il n'y a plus de capitalistes en Yougoslavie ? » (*Idem*, p. 10).

Malgré toute sa solennité, cette question est facile à retourner aux Chinois. Les phénomènes dénoncés par les maoïstes en Yougoslavie existent dans la même mesure, sinon dans une mesure supérieure, dans *tout* le « camp socialiste ». Dans les campagnes chinoises les « usuriers » ne pullulent peut-être pas ? En Chine, on ne trouve peut-être plus d'« entreprises artisanales » ? Les « fermes collectives » chinoises n'emploient peut-être pas « un grand nombre d'ouvriers, et parmi eux de journaliers, qu'elles exploitent durement » ? Et alors, la même question peut vous être adressée, Messieurs les maoïstes : « A moins que vous ne cherchiez à tromper les gens, comment pouvez-vous prétendre qu'il n'y a plus de capitalistes en Chine ? »

Le premier argument des Chinois contre les Yougoslaves est donc d'une désolante banalité : il se ramène à reconnaître qu'après trente ans de victorieuse construction du socialisme, le socialisme... n'a été « construit » nulle part. Il y a longtemps que nous le disons et que les classes dominantes du monde entier l'ont compris, même si elles feignent le contraire devant les masses et l'opinion publique. Aujourd'hui Pékin est obligée de soulever le voile qui dissimule la réalité capitaliste d'un « camp socialiste » purement fictif : voilà indubitablement un premier pas vers la *confession* totale que la contre-révolution staliniste sera contrainte de faire ; mais ce premier pas n'enlève rien au rôle contre-révolutionnaire passé et présent du maoïsme, variante chinoise du stalinisme, de même qu'il ne modifie en rien son rôle futur.

Les théoriciens du *Remin Ribao* préfèrent toutefois ne pas trop insister sur les « entreprises artisanales » et sur la petite production de marchandises dans les campagnes yougoslaves. La véritable nouveauté de l'article réside

en ce que, pour définir l'économie yougoslave comme capitaliste, les dirigeants chinois sont contraints de recourir à une catégorie à la mode dans les universités bourgeoises : la *bureaucratie*. Tombant ainsi dans la sociologie vulgaire, ils créent un salmigondis idéologique qui fera date dans l'histoire des aberrations de la pensée humaine. En premier lieu il est intéressant de rappeler que Djilas, l'ex-bras droit de Tito, théorisa à propos de la Yougoslavie précisément, la formation d'une « nouvelle classe » : la *bureaucratie*. Mais le livre de Djilas, « La nouvelle classe », est devenu un « classique » de la sociologie américaine, si bien que les idéologues de Pékin se trouvent ainsi sans le savoir en compagnie de Djilas et des professeurs américains. Quoi de plus comique ?

Le côté comique de l'affaire s'accroît lorsque les maoïstes se lancent dans des périodes de ce genre :

« ... dégénérescence de la dictature du prolétariat, transformée par la clique de Tito en dictature de la bourgeoisie bureaucratique et compradore. » (*Idem*, p. 10).

Ce qui oblige le vaillant traducteur des *Editions Oriente* à ajouter cette note qui a le mérite de l'exactitude :

« Terme employé ici par analogie et qui se réfère à cette partie de la bourgeoisie nationale qui, en Chine, avant la Libération, avait la fonction d'acheter pour le compte des capitalistes étrangers les marchandises destinées à l'exportation. (N.d.T.). »

A ce qu'il semble, les seuls « méchants » bourgeois que le maoïsme connaisse sont les bourgeois « bureaucratiques et compradors » de la Chine de Tchang Kai-Chek. La seule forme du Capital que les dirigeants chinois se préoccupent de combattre, c'est la forme antédiluvienne du capital commercial. Pour les idéologues de Pékin, évidemment, le capital industriel et la bourgeoisie industrielle sont hautement progressifs et utiles à l'intérêt national de la « Grande Chine ». Tout cela est logique et correspond à la fonction bourgeoise-révolutionnaire du maoïsme, à la phase d'industrialisation capitaliste que parcourt actuellement la Chine.

Ce qui n'est absolument pas logique, ce qui est non seulement ridicule, mais en même temps aberrant, c'est la prétention du maoïsme de faire combattre le prolétariat chinois contre la *seule* « bourgeoisie bureaucratique et compradore » en Chine de 1926 à 1949 ; c'est la prétention du maoïsme d'agiter devant le prolétariat non seulement de la Chine arriérée, mais de l'Occident superindustrialisé le spectacle antédiluvien de la « bourgeoisie bureaucratique et compradore », et ceci en l'an de grâce 1964 !

En recourant donc à la catégorie de la sociologie bourgeoise qu'est la bureaucratie, les idéologues de Pékin superposent deux concepts complètement différents. Le premier concept, nous l'avons déjà vu, est constitué par la « bourgeoisie bureaucratique et compradore ». En langage marxiste, cela signifie « capital commercial ». Historiquement, la forme « marchande » du capital précède sa forme industrielle. Ce fait s'est vérifié en Chine également, malgré les modifications apportées par l'impérialisme. Comme authentiques représentants du développement du capital industriel en Chine, les maoïstes

ont combattu le capital marchand chinois allié à l'impérialisme, la « bourgeoisie bureaucratique et compradore » de Tchang Kai-Chek. Tout cela, ré-pétons-le, est logique : en Chine. *Pas en Europe*. Lorsque les maoïstes écrivent qu'en Yougoslavie existe

« la dictature de la bourgeoisie bureaucratique et compradore » (p. 10), « la domination du capital bureaucratique et comprador » (p. 10),

ils plongent dans un abîme de ridicule et d'aberration.

Les idéologues de Pékin superposent à cette fort comique transposition en Occident de la forme marchande du capitalisme chinois, la catégorie de la sociologie vulgaire américaine, la catégorie de la *bureaucratie*. Naturellement, ils procèdent à cette étrange opération avec la grâce classique de l'éléphant dans le magasin de porcelaine. Leur définition de la bureaucratie est tellement grossière que, par comparaison, le livre de Djilas lui-même semble atteindre des sommets de pénétration théorique. Les idéologues de Pékin sont allés jusqu'à écrire ce qui suit :

« Au moyen de la perception des impôts et des intérêts, la clique de Tito s'approprie les profits des entreprises. Selon les données du *Rapport d'activité de 1961 du Conseil exécutif fédéral yougoslave*, elle s'est emparé de cette manière des trois quarts environ des revenus nets des entreprises. » (*idem*, p. 11). « Les fruits du travail du peuple que Tito s'approprie servent essentiellement à satisfaire les dilapidations de cette clique de bureaucrates... » (p. 11).

Et cela voudrait passer pour une analyse marxiste de l'économie yougoslave ! La « clique de Tito » représente en même temps l'Etat et l'économie ! La « volonté » de la clique de Tito est ici la cause première de toute exploitation ! Pourquoi le capitalisme existe-t-il en Yougoslavie ? « Parce que, répondent les idéologues de Pékin, existe la clique de Tito ». Pourquoi la clique de Tito « s'approprie-t-elle les fruits du travail du peuple ? » « Parce que, répondent les idéologues de Pékin, la clique de Tito veut dilapider les richesses produites par le peuple ». Et ainsi de suite, à l'infini. Selon les maoïstes, cette « clique » arrive même à dilapider « les trois quarts environ du revenu net des entreprises » ! Selon les idéologues de Pékin la « clique de Tito » n'est pas contrainte d'obéir à des lois économiques déterminées, en l'espèce celles du mode de production capitaliste : c'est-elle qui fait la pluie et le beau temps dans le domaine économique ; c'est une « clique », voilà tout ! « La perception des impôts » n'est pas faite dans l'intérêt des entreprises : en d'autres termes, pour les idéologues chinois la « clique de Tito » n'est pas un instrument des entreprises capitalistes yougoslaves. Ce sont au contraire les entreprises qui sont un instrument de la « clique » !! L'économie yougoslave existe seulement en fonction de celle-ci et non l'inverse. Les « dilapidations », les bombances de la « clique de Tito » représentent pour les maoïstes la cause première, le moteur immobile de la société et de l'économie yougoslaves. Karl Marx écrivit il y a un siècle quatre tomes intitulés « *Le Capital* ». Le naïf ! C'était évidemment « La bombance » que Marx devait intituler son œuvre ! La « méchante » volonté de la « clique de Tito » de « dilapider » « les fruits du travail du peuple » yougoslave, de faire bom-

bance avec « les trois quarts environ du revenu net des entreprises » extorqués grâce à la « perception des impôts », explique pour les maoïstes la nature capitaliste de l'économie yougoslave. Pourquoi ce raisonnement pénétrant ne pourrait-il pas être appliqué à la « clique de Mao », à la « clique de Pékin » ? C'est bien ce qui s'est produit : si les dirigeants de Pékin parlent des « méchants » de Belgrade et de Moscou, les dirigeants de Belgrade et de Moscou parlent à leur tour des « méchants » de Tirana et de Pékin, « assoiffés de sang », « émules de Gengis Khan ». Nous serions en présence d'une polémique « marxiste », alors que le débat n'atteint même pas la hauteur (si l'on peut dire) de l'idéologie bourgeoise et de la sociologie vulgaire ? La polémique russo-chinoise et sino-yougoslave n'est ni théorique ni idéologique : les « arguments » de cette polémique sont fabriqués dans les offices diplomatiques des Etats intéressés. « La clique » : voilà la catégorie à laquelle la pénétration idéologique de Khrouchtchev, de Tito, de Mao s'est élevée ! Et c'est de ce débat « élevé » sur les « dilapidations » de ces « cliques » que devrait dépendre le sort du prolétariat international ? ! Il faut être imbécile pour le croire.

Le troisième argument qu'utilisent les dirigeants chinois pour soutenir que l'économie yougoslave est capitaliste présente au moins une apparence de marxisme. Il s'agit de la question de la centralisation ou décentralisation de l'économie. Dans ce domaine, les maoïstes pensent avoir beau jeu, mais ils ne font que prouver leur mauvaise foi. A la page 11 du texte que nous avons cité, ils rappellent justement la polémique de Lénine contre « l'opposition ouvrière » et accusent le système d'« autogestion » yougoslave de n'avoir rien de commun avec le socialisme. D'un point de vue formel, aucun léniniste ne peut soutenir que les Chinois aient tort sur ce point. Quoi qu'il en soit, ce n'est certes pas de Mao que nous avons à apprendre ces choses-là. Le Parti Communiste Internationaliste a été le seul courant de l'opposition anti-stalinienne à dénoncer dès le début la déviation anti-marxiste représentée par le système yougoslave d'« autogestion ». En 1952, notre Parti « défendait » Staline devant les accusations des titistes sur la question de la centralisation de l'économie. En 1957, dans le texte « Les fondements du communisme révolutionnaire » paru dans le n° 1 de *Programme Communiste*, nous dénoncions dans le khrouchtchevisme la victoire des thèses titistes en matière de décentralisation. Enfin, en 1962, devant le triomphe des positions de l'économiste russe Liberman et devant la division du P.C.U.S. en deux sections, agricole et industrielle, notre Parti a reconnu la victoire définitive du titisme dans la Russie de Khrouchtchev. Si donc la phrase « historique » prononcée le 30 août 1963 par Khrouchtchev en Slovénie, devant le maréchal Tito : « Les différends qui existaient entre les partis communistes de l'Union Soviétique et de la Yougoslavie sont aplanis », si donc cette phrase « historique » a pu surprendre quelqu'un, ce n'est certes pas nous....

Ceci dit, la concordance *formelle* des thèses maoïstes avec la théorie marxiste ne réussit pas à dissimuler l'hypocrisie et la mauvaise foi substantielle des Chinois qui recourent dans leur polémique anti-yougoslave à un truc vraiment mesquin : l'identification pure et simple de la centralisation économique avec le socialisme. Ils ne soufflent mot du fait que la centralisation économique est avant tout une conséquence du capitalisme, conséquence que

le socialisme conserve. Pour cela, ils sont obligés d'édulcorer les citations de Marx et d'Engels auxquelles ils recourent eux-mêmes. Voici un petit exemple de cette manière chinoise, toute stalinienne, de citer les classiques du marxisme. A la page 11 du texte cité nous trouvons ceci :

« Dans *l'Anti-Dühring* Engels dit : « Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production en propriété d'Etat. »

Voilà, pour les maoïstes, toute la pensée d'Engels. C'est vraiment une étrange manière de citer que celle qui consiste non seulement à interrompre les citations au moment exact où elles ne « servent » plus, mais encore à ne jamais indiquer la page du texte dont la citation est tirée. Nous soumettrons donc aux maoïstes cette citation complète de *l'Anti-Dühring* d'Engels :

« Mais ni la transformation en sociétés par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution. » (6).

Engels parle ici du « rapport capitaliste ». Engels affirme ici que « le rapport capitaliste n'est pas supprimé », tant que « les ouvriers restent des salariés, des prolétaires », par « la propriété d'Etat sur les forces productives ». Le « conflit » essentiel contenu dans le « rapport capitaliste », le « conflit » entre capital et travail salarié, ne peut se résoudre que par la destruction des deux termes en conflit, par la destruction du capital et du travail salarié. Le travail salarié, l'antithèse, ne peut détruire la thèse, le capital, sans se détruire lui-même. Engels ne jongle nullement avec des formules hégéliennes, comme ne manqueront pas de le penser les « extrémistes de gauche » qui sourient de notre continuelle référence au « dogme » marxiste. La dialectique à laquelle nous avons affaire ici, n'en déplaît à « l'anti-dogmatisme » de mode actuellement, est le reflet de la dialectique réelle du mode de production capitaliste dans le cerveau impersonnel du parti de classe. Cela est si vrai que cette dialectique réelle a permis à Engels de prévoir ce qui embarrasse aujourd'hui si cruellement les idéologues russes, yougoslaves et chinois ainsi, évidemment, que tous les « extrémistes anti-dogmatiques » : *la propriété d'Etat sur les forces productives ne supprime pas le rapport capitaliste, ne supprime pas le conflit entre capital et travail salarié.*

Du point de vue historique, si le capitalisme naît, se développe et entre en décadence avant de mourir ; si, en tant que mode historique *spécifique* de production, il parcourt successivement des *phases différentes*, en tant que

(6) *Anti-Dühring*, Editions Sociales, p. 318.

mode *générique* de production il reproduit *un seul rapport essentiel* (le salariat) et est reproduit par lui. Engels définit implicitement, dans le passage cité de l'*Anti-Dühring*, les déterminations essentielles du rapport capitaliste : production de marchandises, travail salarié. Nous allons toutefois reproduire ici, à cause de sa clarté absolue, une page inédite des manuscrits de Marx, que nous publierons ultérieurement comme « Sixième chapitre du Capital ». Marx écrit donc :

« (...) dans la production, on obtient en retour une valeur supérieure à la somme des valeurs que le capitaliste a avancées. La production de marchandises n'apparaît que comme un moyen pour atteindre ce but, tout comme en général le procès de travail n'apparaît que comme moyen du procès de valorisation. Il faut entendre ici le procès de valorisation comme procès de création de la plus-value, et non dans le sens qu'il avait précédemment, comme procès de création de la valeur.

« Mais ce résultat s'obtient dans la mesure où le travail vivant que l'ouvrier doit exécuter, et qui s'objective donc dans le produit de son travail, est plus grand que le travail contenu dans le capital variable dépensé dans le salaire ; en d'autres termes, que le travail nécessaire à la reproduction de la force de travail.

« Dans la mesure où la valeur avancée ne devient du capital qu'en produisant de la plus-value, la création de capital elle-même repose d'abord, comme le procès de production capitaliste, sur ces deux éléments :

« En premier lieu, *l'achat et la vente de la capacité de travail*, c'est-à-dire un acte qui se déroule dans la sphère de la circulation, mais qui, si l'on considère *l'ensemble du procès de production capitaliste*, n'est pas seulement un de ses éléments et sa prémisses, mais comme son résultat constant. Cet achat et cette vente de la force de travail impliquent la séparation des conditions objectives du travail — *c'est-à-dire des moyens de subsistance et de production* — d'avec la force vivante du travail, cette dernière étant l'unique propriété dont dispose l'ouvrier et l'unique marchandise qu'il a à vendre.

« Cette séparation est si poussée que les conditions de travail font face à l'ouvrier comme *personnes autonomes*, le capitaliste, leur possesseur, n'étant que leur personnification en opposition à l'ouvrier, simple possesseur de la capacité de travail. Cette séparation et cette autonomie sont une condition préalable à l'achat et à la vente de la force de travail et à l'incorporation du travail vivant au travail mort pour le conserver et l'accroître, c'est-à-dire pour son auto-valorisation.

« Sans cet *échange* du capital variable contre la force de travail, il n'y aurait aucune auto-valorisation du capital total, et donc aucune formation de capital, ni aucune transformation des moyens de production et de subsistance en capital.

« En second lieu, il y a le véritable procès de production, c'est-à-dire le véritable procès de consommation de la force de travail achetée par le possesseur de marchandises et d'argent.

« Dans le véritable procès de production, les conditions objectives du travail — matière première et moyens du travail — ne servent pas seulement à objectiver le travail vivant, mais à objectiver *plus* de travail que n'en contenait le capital variable. Elles servent donc de moyen d'absorption et de pressuration de surtravail, qui se manifeste dans la plus-value (et le surproduit).

« Considérons donc les deux éléments : 1^o l'échange de la force de travail contre le capital variable ; 2^o le véritable procès de travail (où le travail vivant est incorporé comme agent au capital).

L'ensemble du procès apparaît comme un procès où : 1^o moins de travail objectivé est échangé contre plus de travail vivant, puisqu'en fait le capitaliste reçoit du travail vivant pour le salaire ; et 2^o les formes objectives que le capital revêt immédiatement dans le procès de travail, les moyens de pro-

duction (donc encore du travail objectivé) comme moyen de pressurer et d'absorber ce travail vivant. Le tout forme un procès qui se déroule entre le travail vivant et le travail objectivé. Ce procès ne transforme pas seulement le travail vivant en travail objectivé, mais encore le travail objectivé en capital, et donc aussi le travail vivant en capital. C'est donc un procès où il y a production non seulement de marchandise, mais de plus-value, et donc de capital.

« Les moyens de production revêtent ici la forme non seulement de moyens de réalisation du travail, mais tout autant d'*exploitation du travail d'autrui*. »

Karl Marx établit ici que « la création de capital elle-même repose d'abord, comme le procès de production capitaliste, sur ces deux éléments » : « 1° l'échange de la force de travail contre le capital variable ; 2° le véritable procès de travail (où le travail vivant est incorporé comme agent au capital) ». Karl Marx démontre ici que le premier élément sur lequel se fonde « le procès de production capitaliste », c'est-à-dire « l'achat et la vente de la capacité de travail », n'est pas simplement « un acte qui se déroule dans la sphère de circulation », n'est pas, en d'autres termes un acte qui fait partie de la circulation et de la distribution du revenu, mais « si l'on considère l'ensemble du procès de production capitaliste, n'est pas seulement l'un de ses éléments et sa prémisses, mais encore son résultat constant ». Le procès de production capitaliste, donc, dans chacune de ses phases historiques, est engendré par ce rapport essentiel qu'il engendre à son tour : *l'achat et la vente de la capacité de travail*. Ce rapport est donc « non seulement l'un des éléments et la prémisses » du procès de production capitaliste, « mais encore son résultat constant ». Comme le capital n'est ni le code de la propriété, ni la personne de Ford, mais un procès historique, économique, social, ce procès, précisément, produit ses propres conditions en tant que résultats et reproduit dans ses propres résultats ses propres conditions. C'est pourquoi Karl Marx peut écrire ici ce qui se trouve en lettres de feu dans ces « Annales de la pré-histoire humaine » que sont les chapitres de la Huitième Section du Premier Livre du Capital, c'est-à-dire que « cet achat et cette vente de la force de travail impliquent la séparation des conditions objectives du travail — c'est-à-dire des moyens de subsistance et de production — d'avec la force vivante du travail, cette dernière étant l'unique propriété dont dispose l'ouvrier et l'unique marchandise qu'il a à vendre ».

De l'accumulation primitive à l'impérialisme, de la manufacture à la « propriété d'Etat sur les forces productives », le rapport essentiel du procès de production capitaliste est un : « la séparation des conditions objectives du travail — c'est-à-dire des moyens de subsistance et de production — d'avec la force vivante du travail », autrement dit la transformation en marchandise de la force de travail, et la transformation en capital « des conditions objectives du travail — c'est-à-dire des moyens de subsistance et de travail ». Nous sommes donc en présence d' « un procès qui se déroule entre le travail vivant et le travail objectivé. Le procès ne transforme pas seulement le travail vivant en travail objectivé, mais encore le travail objectivé en capital, et donc aussi le travail vivant en capital ».

Depuis 1848, notre *programme* implique donc la lutte pour un procès de production social dans lequel le travail vivant se transforme en travail objectif, mais dans lequel le travail objectif *ne se transforme pas* en capital : dans lequel, donc, le travail objectif soit au service du travail vivant, et non inversement le travail vivant au service du travail objectif, comme cela se produit lorsque le travail vivant et le travail objectif assument la forme capital. Et pour que cela ne puisse se produire nous savons depuis 1848 que doit être détruit le rapport essentiel du capitalisme : *l'achat et la vente de la capacité de travail*. Nous savons depuis aussi longtemps que la propriété juridique des moyens de production n'est en aucune façon l'essence du rapport capitaliste, et nous n'avions pas même besoin de prévoir *l'Etat capitaliste collectif* d'Engels ou *l'unique association de capitalistes de Marx* pour ne rien trouver de nouveau au capitalisme d'Etat : nous n'avions pas besoin de ces prévisions que seule l'école marxiste a avancées et que la réalité confirme à la grande terreur de nos ennemis car, depuis 1848, nous savons que « cette séparation est si poussée que les conditions de travail font face à l'ouvrier comme *personnes autonomes*, le capitaliste, leur possesseur, n'étant que leur personification en opposition à l'ouvrier ».

De tout cela, les maoïstes ne savent rien, eux qui à la place de la domination du travail objectif sur le travail vivant ont placé « la domination de la clique de Tito sur le peuple », eux qui à la place des quatre Livres de Karl Marx intitulés « Le Capital » ont écrit dix millions de tonnes en caractères chinois intitulés « La Bombance ». A tel point que si nous, qui avons défini dès sa naissance le régime de Tito comme capitaliste, devons choisir aujourd'hui entre Khrouchtchev qui définit « socialiste » la Yougoslavie et Mao qui l'étiquette « capitaliste », nous ne saurions auquel des deux accorder la palme de l'anti-marxisme.

La question « yougoslave », pour notre malheur et celui de nos lecteurs, ne se termine pas là. Dans leur polémique les Chinois soulèvent encore deux importantes questions auxquelles nous devons faire allusion avant de tirer des conclusions générales.

Les maoïstes soutiennent qu'en 1945 fut instauré non seulement un *pouvoir politique* socialiste en Yougoslavie, mais également qu'il se produisit une transformation socialiste de *l'économie* yougoslave. Dans l'article cité, ils parlent à diverses reprises de « lois de l'économie socialiste planifiée » (p. 13), d'« entreprises qui, à l'origine, étaient propriété de tout le peuple » (p. 12), pour conclure :

« le secteur économique de la propriété de tout le peuple a dégénéré en économie du capitalisme d'Etat » (p. 19) et « la dégénérescence du pouvoir d'Etat en Yougoslavie a débouché sur la destruction du système économique socialiste » (p. 21).

Et ils ajoutent par-dessus le marché :

« La dégénérescence du pouvoir d'Etat en Yougoslavie ne s'est pas accompagnée du renversement de l'ancien pouvoir au moyen de la violence... Les mêmes individus, la clique de Tito, détiennent le pouvoir » (p. 20). « La restauration du capitalisme en Yougoslavie nous enseigne que dans un pays socialiste la restauration du capitalisme ne se produit pas nécessairement par un coup d'Etat contre-révolutionnaire, ni par une invasion armée de l'impérialisme, et qu'elle peut se produire aussi par la dégénérescence du groupe dirigeant du pays » (p. 24).

Au début de cette analyse de la question yougoslave à la lumière de la polémique russo-chinoise, nous avons rappelé que les problèmes « abstraits » sont les problèmes concrets du futur. Lorsque notre Parti affronta en 1951 l'analyse de la contre-révolution stalinienne, il dut résoudre le problème de l'absence « d'invasion armée de l'impérialisme » et de « guerre civile ». Nous avons rappelé dans la première partie de cette étude quelle solution nous avons donnée à ce grave problème de la contre-révolution. Les maoïstes devant, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le marxisme et tout à voir avec les intérêts de l'Etat chinois, soutenir aujourd'hui que l'économie yougoslave est capitaliste, se trouvent placés devant le même problème. Mais la manière dont ils le résolvent n'est pas seulement un chef-d'œuvre d'anti-marxisme : c'est une insulte ignoble au socialisme !

Ni Lénine, ni nous, ni aucun marxiste n'a jamais soutenu que l'économie russe était devenue socialiste en 1918, ou en 1923, ou en 1926. La contre-révolution stalinienne a détruit en Russie le *pouvoir politique socialiste*. Cette contre-révolution n'est pas survenue, c'est vrai, à la suite d'une invasion menée par l'impérialisme et elle n'a pas déchaîné à l'intérieur une guerre civile vraie et propre. Mais c'est un fait historique qu'elle s'est réalisée par « un coup d'Etat contre-révolutionnaire », pour utiliser les termes des idéologues de Pékin ; c'est un fait historique qu'elle a détruit le parti bolchevique à l'intérieur de la Russie et l'Internationale Communiste dans le monde entier ; c'est un fait historique qu'elle a dû assassiner la fine fleur du prolétariat révolutionnaire russe et qu'après son passage « les mêmes individus... ne détenaient plus le pouvoir ».

Les maoïstes, eux, soutiennent qu'en 1945 non seulement un pouvoir politique socialiste fut instauré en Yougoslavie, mais encore qu'y fut « construite » une économie socialiste. Et ils ont la prétention de convaincre le prolétariat mondial que « les mêmes individus », le même « groupe dirigeant », la « clique de Tito », gouvernait la Yougoslavie *économiquement et politiquement socialiste* et gouverne aujourd'hui la Yougoslavie *économiquement et politiquement capitaliste*.

Si, par hypothèse absurde, c'était vrai, les maoïstes auraient seulement réussi à faire la preuve qu'une économie socialiste peut dégénérer en économie capitaliste *le plus pacifiquement du monde, sans violence* ; cela reviendrait à prouver *la supériorité du mode de production capitaliste sur le mode de production socialiste*, à prouver que le capitalisme peut réabsorber *pacifiquement* le socialisme. En réalité, le « socialisme » dont parlent les maoïstes est le capitalisme pur et simple. Les « lois de l'économie socialiste planifiée » dont se

grisent les idéologues de Pékin sont les lois staliniennes de la « progression géométrique de la production », les lois du Capital et de ses adorateurs.

Si aujourd'hui mille preuves réelles prouvent la véracité de nos affirmations, les maoïstes eux-mêmes nous fournissent la mille et unième par la bouche de leurs acolytes de Tirana. Car, parmi toutes les choses étranges que l'on peut voir en ce monde, il y a celle-ci : tandis que les maoïstes écrivent que de 1945 à 1948 l'économie yougoslave était socialiste, les Albanais écrivent exactement le contraire dans un article intitulé « La coopération économique des révisionnistes yougoslaves » (7). Dans cet article, les Albanais accusent Tito d'avoir tenté de coloniser l'Albanie en 1945, et ils écrivent entre autres :

« Cette attitude et cette politique des révisionnistes yougoslaves était absolument identique à la politique d'asservissement pratiquée par les fascistes italiens à l'égard de notre pays. »

Puisque les Chinois ont eux-mêmes publié cet article, nous pouvons considérer qu'ils l'approuvent. Ce qu'ils ont défini comme « économie socialiste planifiée » (instaurée en Yougoslavie en 1945) n'est donc de leur propre aveu qu'économie capitaliste pure et simple et les gouvernements qui l'ont « construite » mènent une « politique identique à la politique fasciste ». Le « socialisme national » conduit donc aux mêmes résultats que le « national socialisme ».

Merci ! Nous l'avons toujours su et toujours affirmé, mais pour grande que soit votre imagination, Messieurs les idéologues stalinistes, Khrouchtcheviens, maoïstes et titistes, vous ne réussirez jamais à imaginer notre joie à vous l'entendre ainsi *confesser* !

La réalité a définitivement détruit la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays ».

Mao n'a pas déclaré la guerre à la Yougoslavie par goût du sport ou pour faire étalage d'une orthodoxie marxiste inexistante. Dans ses mains, la Yougoslavie n'est qu'un pion dont il se sert contre Khrouchtchev. En soutenant que la Yougoslavie est un pays capitaliste, Mao se réserve la possibilité d'en dire tout autant demain de la Russie khrouchtchevienne. Dans ce jeu diplomatique-idéologique, il peut utiliser l'excommunication stalinienne de la Yougoslavie en 1948.

Mais dans ce jeu idéologique, Khrouchtchev peut être plus stalinien que Mao et le battre sur son propre terrain, car Staline n'a jamais reconnu que la révolution maoïste ait atteint l'« étape » socialiste et, après lui, Khrouchtchev ne l'a pas non plus reconnu. A tel point que si Mao devra forger d'audacieux sophismes pour expliquer au prolétariat chinois et international « la dégénérescence pacifique de la Yougoslavie et de l'U.R.S.S. du socialis-

(7) *Zeriti populi*, 6-6-63 - Article publié par les Editions Oriente, N° 3, pp. 56-61.

me au capitalisme », Khrouchtchev, lui, n'aura besoin de fournir aucune explication pour soutenir la toute récente et surprenante « nazification » de la Chine puisqu'il n'a jamais reconnu qu'elle ait « édifié le socialisme ». Pour Staline comme pour Khrouchtchev, la Chine a vaincu l'impérialisme et s'emploie à lutter contre le « féodalisme ». Voilà tout !

Ainsi s'écroule la théorie de la contre-révolution, la « construction du socialisme dans un seul pays ». L'ironie de l'histoire a voulu qu'il y ait plus d'un pays qui veuille construire le socialisme dans un seul pays ; l'ironie de l'histoire a voulu que les pays qui ont construit le socialisme dans un seul pays s'accusent réciproquement d'avoir construit le capitalisme ; l'ironie de l'histoire voudra peut-être demain que ces mêmes pays se déclarent la guerre.

Mais le prolétariat international, lui, apprend aujourd'hui et il apprendra encore plus demain ce que le Parti de classe savait depuis le début, ce que le Parti de classe proclama contre Staline en 1926 : *le socialisme naîtra de la révolution communiste mondiale, de la destruction du capitalisme dans tous les pays.*

(La suite de cet article dans notre prochain numéro.)

II

PARTI ET CLASSE

Le texte suivant a paru le 15 avril 1921 dans Rassegna Comunista, organe théorique du Parti Communiste d'Italie fondé en janvier de la même année sur l'initiative de la Fraction dite « Abstentionniste », courant bien défini du mouvement ouvrier international dont nous revendiquons la tradition et les positions politiques. On doit au même courant d'autres textes fondamentaux publiés dans cette revue : Les thèses de Rome adoptées au II^e Congrès du P.C.I. en 1922 et traitant de façon originale le problème de la tactique que la Troisième Internationale eut le tort fatal d'abandonner à l'improvisation (Cf n° 17, oct.-déc. 1961) ; Le principe démocratique publié dans Rassegna Comunista en février 1922 et Dictature prolétarienne et parti de classe publié dans sa presse après la seconde guerre mondiale par le Parti Communiste Internationaliste d'Italie, continuateur du courant de la Gauche marxiste qui avait fondé le parti en 1921 (Cf n° 23, avril-juin 1963).

A la base des thèses sur les tâches du Parti communiste dans la révolution prolétarienne approuvées par le Second Congrès de l'Internationale Communiste (1) se trouve la définition des rapports entre *parti* et *classe*. Ces thèses véritablement et profondément inspirées de la doctrine marxiste ont établi que le parti de classe ne peut comprendre dans ses propres rangs qu'une *partie* de la classe — jamais sa totalité, ni peut-être même sa majorité.

Cette vérité évidente aurait été mieux mise en relief si on avait précisé qu'on ne peut même parler de *classe* tant que n'apparaît pas en son sein une minorité tendant à s'organiser en parti politique.

Qu'est-ce, en effet, selon notre méthode critique, qu'une classe sociale ? La constatation purement objective, extérieure de l'analogie des conditions

(1) Le second congrès de l'I.C. se tint à Pétrograd du 17 juillet au 7 août 1920. C'est lui qui adopta en particulier les *Statuts de l'Internationale* et les *Conditions d'admission des Partis dans l'I.C.*, plus connues sous le nom de « 21 conditions ». Par ailleurs, l'essentiel des débats fut consacré au rôle du Parti communiste, comme le montre le seul examen du titre des diverses résolutions adoptées : *Le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne, Le Parti communiste et le parlementarisme*. C'est à ce congrès également que furent adoptées les Thèses sur la question nationale-coloniale.

économiques et sociales d'un grand nombre d'individus, et des positions qu'ils occupent dans le procès de production suffirait-elle à l'individualiser ? Ce serait trop peu. Notre méthode ne se borne pas à décrire l'ensemble social tel qu'il existe à un moment donné, à tracer arbitrairement une ligne qui divise l'ensemble des individus en deux parties, comme dans les classifications scolastiques des naturalistes. La critique marxiste voit la société humaine dans son mouvement, dans son développement historique, selon un critère essentiellement dialectique, c'est-à-dire en étudiant les événements dans leurs liaisons réciproques.

Au lieu de prendre — comme dans la vieille méthode métaphysique — un instantané de la société à un moment donné, puis de l'étudier pour y reconnaître les diverses catégories dans lesquelles les individus qui la composent doivent être classés, la méthode dialectique voit l'histoire comme un film qui déroule ses tableaux les uns après les autres ; c'est dans les caractères saillants de leur mouvement qu'il faut chercher et reconnaître la *classe*.

Dans le premier cas nous tomberions victimes des mille objections des statisticiens purs, des démographes, gens à courte vue s'il en est, qui réexamineraient les divisions en faisant observer qu'il n'y a pas deux classes, ou trois, ou quatre, mais qu'il peut en exister dix, ou cent, ou mille, séparées par des gradations successives et des zones de transition indéfinissables. Dans le second cas, nous avons bien d'autres éléments pour reconnaître ce protagoniste de la tragédie historique qu'est la classe, pour en fixer les caractères, l'action et le but qui se manifestent avec une permanence évidente, au milieu du changement d'une multitude de faits que le pauvre photographe de la statistique enregistre dans une froide série de données sans vie.

Pour dire qu'une classe existe et agit en un moment de l'histoire, il ne suffira donc pas de savoir combien étaient, par exemple, les marchands de Paris sous Louis XIV, ou les Landlords anglais du XVIII^e siècle, ou les travailleurs de l'industrie manufacturière belge au début du XIX^e siècle. Nous devons soumettre à notre investigation logique une période historique entière, pour y retrouver un mouvement social, et donc politique, qui malgré les hauts et les bas, les erreurs et les succès à travers lesquels il a cherché sa voie, ait adhéré avec évidence au système d'intérêts d'une fraction des hommes placés dans certaines conditions par le mode de production et son évolution.

C'est ainsi que Friedrich Engels, dans un de ses essais classiques conduits avec cette méthode, tirait de l'histoire des classes laborieuses anglaises l'explication d'une série de mouvements politiques et démontrait l'existence d'une lutte de classe.

Ce concept dialectique de la classe nous permet de surmonter les pâles objections du statisticien. Il perd le droit de voir les classes nettement opposées et divisées sur la scène de l'histoire, comme les groupes d'un ensemble choràl sur les planches d'une scène de théâtre. Il ne peut rien refuser de nos conclusions en tirant prétexte du fait que se trouvent dans la zone de

contact des couches difficiles à définir, au sein desquelles a lieu une osmose d'individus sans que vienne à s'altérer la physionomie historique des classes en présence.

Le concept de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique. Quand nous décelons une tendance sociale, un mouvement dirigé vers un but donné, alors nous pouvons reconnaître l'existence d'une classe au sens propre du mot. Mais alors existe d'une façon substantielle, sinon formelle, le parti de classe.

Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et donc une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but. En l'absence de ces deux caractères nous ne possédons pas encore la définition d'une *classe*. Celui qui enregistre froidement les faits peut bien, répétons-le, constater des affinités dans les conditions de vie d'ensembles plus ou moins vastes, il ne peut en tirer aucune indication quant au devenir historique.

Ces deux caractères, on ne peut les trouver concrétisés que dans le parti de classe. La classe se forme avec la progression de conditions et de rapports déterminés issus de l'élargissement du nouveau mode de production — par exemple l'apparition des établissements de la grande industrie recrutant et formant une nombreuse main-d'œuvre — ; de la même façon, les intérêts d'une telle collectivité commencent à se manifester en une conscience plus précise qui prend forme d'abord dans de petits groupes de la classe. Quand la masse est poussée à l'action, ce sont ces petits groupes qui seuls prévoient le but à atteindre, qui soutiennent et dirigent l'ensemble.

On doit avoir ce processus à l'esprit quand on se réfère à la classe prolétarienne moderne, non pour une seule catégorie professionnelle, mais pour l'ensemble de la classe. On voit alors comment une conscience plus précise des intérêts fait son apparition, mais aussi comment cette conscience, fruit d'un tel complexe d'expérience et d'idées, ne peut se rencontrer que dans des groupes limités comprenant des éléments sélectionnés de toutes les catégories. La vision d'une action collective, qui tend à des buts généraux intéressant toute la classe et impliquant le bouleversement total du régime social, ne peut être claire que dans une minorité avancée.

Ces groupes, ces minorités ne sont autres que le parti. C'est seulement lorsque sa formation a atteint un certain stade, que nous pouvons parler de classe en action, bien qu'il soit certain qu'elle ne peut procéder sans arrêts, crises, conflits internes. Bien qu'il ne comprenne qu'une *partie* de la classe, c'est le parti seul qui lui donne l'unité d'action et de direction parce qu'il regroupe les éléments qui, surmontant les limites de catégories et de régions, expriment et représentent la classe.

Ceci éclaircit le sens de cette vérité fondamentale : le parti n'est qu'une partie de la classe. Celui qui, considérant une image statique et abstraite de la société, verrait apparaître une zone, la classe, et dans celle-ci un petit

noyau, le parti, tomberait facilement dans cette conclusion que toute la fraction de la classe, presque toujours la majorité, qui reste extérieure au parti pourrait avoir un poids plus grand, un *droit* plus grand. Mais pour peu que l'on pense que dans cette grande masse les individus n'ont encore ni conscience, ni volonté de classe, qu'ils vivent pour leur propre égoïsme, ou pour la catégorie, ou pour le clocher, ou pour la nation, on verra que pour assurer dans le mouvement historique l'action d'ensemble de la classe, il faut un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot l'encadre. On verra que le parti est en réalité le noyau vital, sans lequel il n'y aurait plus aucune raison de considérer le reste de la classe comme un faisceau de forces.

La classe présuppose le parti parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire, et trouver dans celle-ci le but à atteindre.

Dans la véritable conception révolutionnaire, la direction de l'action de classe incombe au parti. L'analyse doctrinale et l'expérience historique accumulée nous permettent de ramener facilement aux idéologies petites-bourgeoises et antirévolutionnaires toute tendance à infirmer et à contester la nécessité et la suprématie de la fonction du parti.

Si la contestation est fondée sur un point de vue démocratique, elle doit être soumise à cette même critique que le marxisme utilise pour réfuter les théorèmes favoris du libéralisme bourgeois.

Il suffira pour cela de rappeler que si la conscience des hommes est la conséquence et non la cause des caractéristiques du milieu dans lequel ils sont contraints de vivre, l'exploité, l'affamé, le sous-alimenté, ne pourra jamais, en règle générale, se convaincre de lui-même qu'il doit renverser l'exploiteur bien nourri, repu et comblé de ressources et de pouvoirs. Ceci ne peut se produire qu'exceptionnellement. La démocratie électorale bourgeoise court toujours au-devant de la consultation des masses parce qu'elle sait que la majorité répondra toujours favorablement à la classe privilégiée et lui délèguera volontairement le *droit* de gouverner et de perpétuer l'exploitation.

Ce n'est pas le fait d'ajouter ou d'enlever du calcul électoral la petite minorité des électeurs bourgeois qui modifiera les rapports. La bourgeoisie gouverne avec la majorité non seulement des *citoyens*, mais même des seuls travailleurs.

Si donc le parti faisait la totalité de la masse prolétarienne juge des actions et initiatives qui lui incombent en propre, il se soumettrait à un oracle presque certainement favorable à la bourgeoisie, perdant ainsi toujours plus sa science, son radicalisme, sa flamme révolutionnaire, sa conscience de l'intérêt général des travailleurs et du résultat final de la lutte révolutionnaire.

Le concept du *droit* du prolétariat à disposer de son action de classe

n'est qu'une abstraction sans aucun contenu marxiste et qui dissimule le désir d'amener le parti révolutionnaire à s'ouvrir à des couches moins évoluées ; quand cela se produit, les décisions qui en résultent se rapprochent progressivement des conceptions bourgeoises et conservatrices.

Si nous cherchions confirmation de cette vérité hors du domaine théorique, dans les expériences fournies par l'histoire, la moisson serait riche. Rappelons que c'est un lieu commun typiquement bourgeois que d'opposer le « bon sens » de la masse aux « méfaits » d'une « minorité d'agitateurs », d'affecter les dispositions les plus généreuses envers les travailleurs tout en nourrissant la pire haine contre le parti, qui est pourtant leur unique moyen de frapper les exploités dans leurs intérêts. Les courants de droite du mouvement ouvrier, les écoles social-démocrates, dont l'histoire a montré le contenu réactionnaire, opposent continuellement la masse au parti et prétendent ne pouvoir trouver la volonté de la classe que dans de larges consultations et non dans les consultations restreintes des cadres du parti. Ne pouvant élargir ce dernier au-delà d'une certaine limite doctrinale et organisationnelle précises, ils prétendent du moins que ses organes dirigeants ne doivent pas être désignés par le nombre restreint des militants, mais par un corps plus vaste et donc être formés par le groupe parlementaire. Or les groupes parlementaires sont toujours à l'extrême droite des partis dont ils émanent.

La dégénérescence des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale et le fait qu'ils sont devenus apparemment moins révolutionnaires que la masse inorganisée est venue du fait qu'ils perdaient chaque jour un peu plus leur caractère propre de parti, justement parce qu'ils faisaient de l'ouvriérisme, du « labourisme », c'est-à-dire qu'ils fonctionnaient non plus comme l'avant-garde de la classe, mais comme son expression mécanique dans un système électoral et corporatif où l'on accordait la même importance et la même influence aux couches les moins conscientes et les plus soumises aux égoïsmes de la classe prolétarienne elle-même. La réaction à cette épidémie même avant la guerre et particulièrement en Italie se développa par la défense de la discipline interne du parti, par le refus des adhésions d'éléments non encore solidement attachés aux positions de notre doctrine révolutionnaire, par l'opposition à l'autonomie des groupes parlementaires et des organes locaux et enfin par l'épuration du parti. Cette méthode est celle qui s'est révélée comme le véritable antidote du réformisme et qui forme le fondement de la doctrine et de la pratique de la III^e Internationale pour laquelle s'impose en premier lieu la fonction du parti centralisé, discipliné, clairement orienté dans les problèmes de principe et de tactique, et pour laquelle « la faillite des partis sociaux-démocrates de la II^e Internationale ne fut pas celle des partis prolétariens en général », mais, qu'on nous permette l'expression, celle d'organismes qui avaient oublié d'être des partis parce qu'ils avaient cessé d'être tels.

Il existe encore une autre sorte d'objections au concept communiste de la fonction du parti, liée à une autre forme de réaction critique et tactique à la dégénérescence réformiste. Ce sont les objections de l'école syndicaliste,

qui, au contraire, individualise la classe dans les syndicats économiques et affirme que ceux-ci représentent les organes aptes à la guider dans la révolution.

Ces objections en apparence de gauche ont trouvé, après la période classique du syndicalisme français, italien et américain, une nouvelle expression dans des tendances marginales à la III^e Internationale. Elles se ramènent facilement elles aussi, à des idéologies semi-bourgeoises, aussi bien dans leurs principes que dans leurs résultats historiques.

On voudrait individualiser la classe dans une organisation qui lui est propre, et qui est d'ailleurs réellement caractéristique et importante : les syndicats professionnels de catégorie. Ceux-ci apparaissent avant le parti politique, regroupent des masses beaucoup plus nombreuses et correspondent donc beaucoup mieux à la totalité de la classe travailleuse. D'un point de vue abstrait, le choix d'un tel critère ne fait que révéler un respect inconscient de ce même mensonge démocratique sur lequel la bourgeoisie compte pour assurer son pouvoir en invitant la majorité du peuple à choisir le gouvernement. Par ailleurs, cette méthode va à la rencontre des opinions bourgeoises quand elle confie aux syndicats l'organisation de la société nouvelle, en revendiquant l'autonomie et la décentralisation des fonctions productives tout comme les économistes réactionnaires. Mais notre intention n'est pas de développer ici un examen critique complet des doctrines syndicalistes. Il suffira de constater, tout en considérant en même temps le résultat de l'expérience, comment les éléments d'extrême droite du mouvement prolétarien ont toujours mis en avant la représentation syndicale de la classe ouvrière, sachant bien qu'ainsi ils atténuaient les caractères révolutionnaires du mouvement, pour les simples raisons que nous avons évoquées. La bourgeoisie elle-même a aujourd'hui une sympathie et une inclination nullement illogique pour les manifestations syndicales de la classe ouvrière ; dans sa fraction la plus intelligente, elle accepterait volontiers de réformer son appareil étatique et représentatif, d'y faire une large place aux syndicats « apolitiques » et même de satisfaire à leurs revendications de « contrôle de la production ».

La bourgeoisie sent que tant qu'on peut maintenir le prolétariat sur ce terrain des revendications économiques immédiates de catégories, on fait œuvre conservatrice en évitant la formation de cette périlleuse conscience « politique » qui seule est révolutionnaire parce qu'elle vise le point vulnérable de l'adversaire : la possession du pouvoir.

Mais il n'a jamais échappé aux syndicalistes anciens et modernes que la plupart des syndicats étaient dominés par des éléments de droite et que la dictature des dirigeants petits-bourgeois sur les masses était fondée sur la bureaucratie syndicale plus encore que sur le mécanisme électoral des pseudo-partis sociaux-démocrates. Aussi les syndicalistes s'adonnèrent-ils à l'étude de nouveaux types d'organisation syndicale et à la formation de nouveaux syndicats indépendants des organisations traditionnelles. Tous ceux qui se contentaient de *réagir* à l'épidémie réformiste suivirent leur exemple.

Un tel expédient était théoriquement faux parce qu'il ne dépassait pas

la règle fondamentale de l'organisation économique : l'admission automatique de tous ceux qui occupent une place donnée dans la production, sans leur demander de convictions politiques, d'engagements ou d'actes particuliers y compris le sacrifice de leur vie. En outre, il se révéla inefficace parce qu'en recherchant le « producteur », on ne réussissait pas à dépasser les limites de la catégorie alors que le parti de classe qui considère le « prolétaire » dans la vaste gamme de ses conditions et de ses activités, réussit seul à éveiller l'esprit révolutionnaire de la classe.

On ne cesse pourtant pas, aujourd'hui encore, de chercher une nouvelle recette. Une interprétation tout à fait fausse du déterminisme marxiste, une compréhension bornée de la part des faits de conscience et de volonté dans la formation des forces révolutionnaires, originellement déterminées par des facteurs économiques, conduisent un grand nombre de gens à rechercher la formule d'organisation permettant d'encadrer automatiquement la masse selon la place des individus qui la composent dans la production, comme si l'orientation et l'efficacité révolutionnaires pouvaient être une question de forme d'organisation.

Ainsi réapparaît la solution illusoire qui consiste à lier la satisfaction quotidienne des stimulations économiques au renversement du système social, en comptant sur une forme d'organisation pour résoudre le vieux problème de l'antithèse entre les conquêtes limitées et graduelles et la réalisation du programme révolutionnaire maximum. Mais, comme le disait justement dans une de ses résolutions la majorité du Parti communiste allemand lorsque ces questions étaient plus particulièrement à l'ordre du jour en Allemagne (et qu'elles déterminèrent la scission du Parti Communiste du Travail), *la révolution n'est pas une question de forme d'organisation.*

La révolution exige une organisation de forces actives et positives unies par une doctrine et un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera resteront en dehors de cette union. Mais la classe vit, lutte, avance, vainc grâce à l'œuvre des forces qu'elle a engendrées dans son sein. La classe dérive originellement de l'homogénéité des conditions économiques communes à tous les prolétaires qui détermine la tendance à dépasser et à détruire le mode de production actuel ; mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir sa pensée propre, sa méthode critique propre, sa volonté propre qui vise précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, et enfin son organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement ses efforts et ses sacrifices collectifs. Le parti, c'est tout cela.

UN TRAVAIL DE PARTI :

“ HISTOIRE DE LA GAUCHE COMMUNISTE ”

INTRODUCTION :

Presque vingt ans après la fin de la seconde guerre impérialiste mondiale, près de quarante ans après le triomphe du « stalinisme » dans la III^e Internationale, les conditions de la lutte politique révolutionnaire sont plus désastreuses qu'à aucune époque antérieure de l'histoire du mouvement ouvrier. Pour caractériser ce désastre, il ne suffit pas de dire que la classe ouvrière s'est momentanément détournée de toute foi et de toute volonté révolutionnaires. Il faut encore constater qu'elle a perdu toute mémoire de ses grandes luttes passées, et plus encore de ces grands débats de tendances dans lesquels, au cours de trois Internationales successives, le programme immuable de la révolution sociale a mûri. C'est le résultat recherché par le stalinisme, dernière offensive de l'**opportunisme** destructeur de la force révolutionnaire du prolétariat lorsqu'il triomphe, parce qu'il est destructeur de la doctrine et de l'organisation internationale du parti prolétarien. C'est le résultat auquel il est **internationalement** parvenu, puisque le faux extrémisme chinois, patronné par un Etat à finalités nationales et nationalistes, ne rappelle jamais que pour des raisons de publicité politique les vieux souvenirs de la lutte des communistes européens contre la vieille social-démocratie de 1914.

Nous, communistes orthodoxes, nous luttons pour le résultat exactement opposé. La reconstitution de partis et d'une Internationale dignes du nom désormais plus que prostitué de « communistes » ne répond à aucun intérêt particulier de groupe ou, pis, d'individualités, mais à une exigence historique. Pour la comprendre, il faut seulement n'avoir rien abandonné de l'**anticapitalisme** sans lequel le prolétariat cesse d'être une force politique et n'est plus que la classe souffrante de la société moderne. Il faut seulement ne pas croire un mot de la **perspective idyllique** de progrès graduel et pacifique qui est paradoxalement devenue article de foi des partis « ouvriers » de l'« âge atomique ». Alors la révolution sociale apparaît clairement pour ce qu'elle n'a cessé d'être : inéluctable; mais pour s'y préparer, pour en affronter les tâches, il faut connaître à fond l'histoire du grand parti historique né avec le Manifeste des Communistes en 1848, avec ses déviations et ses reprises, ses défaites et ses victoires. Une des pré-occupations majeures de la contre-révolution stalinienne a été de jeter l'oubli sur cette histoire ou, tout au moins, de l'écrire de façon à la rendre indéchiffrable: il lui fallait se débarrasser de l'autorité du passé, des

révolutionnaires du passé pour conduire sans trop de mal le Parti prolétarien dans la boue du conservatisme social où il se vautre aujourd'hui. Notre préoccupation et notre devoir à nous est donc de reconstituer fidèlement cette histoire dans sa vérité pour restaurer cette autorité révolutionnaire dont les renégats ne se sont affranchis qu'à l'aide du mensonge et de la falsification.

C'est là un travail de Sisyphe où que l'on se trouve, mais tout particulièrement en France. En France, il est **dans une certaine mesure** normal qu'on nous demande, à nous communistes internationalistes : « Mais qui êtes-vous ? d'où sortez-vous ? » et qu'on nous considère en « inconnus » par cela même suspects. **Dans une certaine mesure**. Après plus de cent ans de marxisme, trois Internationales, tant de révolutions prolétariennes et deux guerres mondiales, la question est en effet **énorme**. Mais il est vrai que le courant marxiste radical, la gauche marxiste n'a jamais été que faiblement représentée en France, exception faite des débuts du « guesdisme » qui n'a d'ailleurs jamais brillé d'un éclat particulier dans l'Internationale. Si nous nous rattachons à la tradition de gauche qui a permis la reconstitution de l'Internationale prolétarienne (la III^e, dite Internationale Communiste) après la débâcle de 1914, où les différents partis socialistes — à peu d'exceptions près — volèrent au secours des « patries » menacées au mépris de tous les principes et des buts du mouvement prolétarien, ce n'est par l'intermédiaire d'aucune gauche communiste qui, en France, aurait résisté au triomphe du stalinisme. Des oppositions, il y en a eu, bien sûr, mais pas de force à résister à des dizaines d'années de réaction sans perdre en chemin leur raison d'être. L'affirmation fera peut-être hurler les gens de la « IV^e Internationale » (si du moins il leur reste assez de force pour cela), mais tout « trotskystes » qu'ils se disent, ils ne pourront — ni d'ailleurs ne voudront — prouver qu'ils ont jamais été capables de rompre le cordon ombilical qui les a toujours attachés — et les attache encore — à l'URSS, même « dégénérée » et, par elle, au parti de Thorez. Or pour garder en 1939 — c'est-à-dire face à l'épreuve suprême de la guerre — la position internationaliste que Lénine avait rendue obligatoire pour l'Internationale de 1919 après la trahison des socialistes — social-patriotes ou simplement social-pacifistes — il fallait en premier avoir coupé toute attache, même purement sentimentale, avec le prétendu « pouvoir soviétique » mué depuis belle lurette en puissance nationale et impérialiste. Il fallait encore pas mal d'autres conditions, ne serait-ce que le refus de considérer la défense de la démocratie contre le fascisme comme un but historique possible à atteindre et à plus forte raison situé sur la ligne aboutissant à la révolution sociale. Le fait est qu'aucun des groupes d'opposition existant alors et plus ou moins survivants n'a rempli ces conditions. Il y eut cependant **une exception**. Pas en France : en Italie. **L'internationalisme** (pour ne pas parler du mépris marxiste à l'égard de la démocratie parlementaire !) étant la caractéristique par excellence de la position communiste, un critère capital pour juger de la nature communiste ou non d'une position, ou pour mieux dire une condition sans laquelle il n'y a pas ombre de communisme, cette exception doit être considérée **d'importance historique**. Le faible poids numérique du parti qui a ainsi

sauvé non seulement l'« honneur » du communisme, mais son existence tout court au plus fort de la débauche d'union sacrée de tous les partis et courants prétendument ouvriers existants avec la bourgeoisie sous prétexte de victoire sur la « barbarie nazie » ne peut rien y changer. Ce parti a eu la force d'exister alors que toute la force du prolétariat se dissolvait, se perdait pour des dizaines d'années dans les alliances de la résistance nationale, alors que la haine de tous les bourgeois et les opportunistes contre les non-patriotes, les ennemis de la démocratie bourgeoise et de l'union des classes était parvenue à son comble ; cela suffit. Ayant eu cette force, il ne pouvait pas ne pas survivre, ni ne pas se développer : c'est aujourd'hui le seul **Parti Communiste Internationaliste** qui mérite ce nom, représenté surtout en Italie, mais dont nous faisons également partie, car le programme communiste n'est évidemment quelque chose qui puisse changer d'un pays à l'autre.

L'histoire de la Gauche communiste d'Italie est donc, dans une certaine mesure, notre **propre** histoire, même s'il n'a existé en France entre 1914 et aujourd'hui aucun courant qui puisse lui être comparé. Cette histoire, nous étions assez mal placés pour la faire, mais les internationalistes italiens ont justement publié en février de cette année un premier volume d'une « **Histoire de la Gauche communiste** » qui remonte aux temps de la 1^{re} Internationale et replace le mouvement politique du prolétarien italien dans son contexte européen et mondial. Ce volume s'arrête à la veille de la fondation du Parti Communiste, section italienne de la III^e Internationale, à Livourne, en janvier 1920, mais les volumes suivants relateront la lutte de la gauche marxiste italienne au sein de l'Internationale pour l'empêcher de tomber à son tour dans l'opportunisme et d'abandonner le programme communiste. Que cette lutte n'ait pas atteint son but (puisque le « stalinisme » l'a finalement emporté et a tué l'Internationale) ne lui enlève rien de son importance historique : c'est en effet grâce à elle que des forces communistes révolutionnaires même minimes ont pu se perpétuer jusque dans la phase de réaction totale que nous connaissons encore en 1964. Mais l'autre aspect de la question est qu'elle-même n'a pu naître qu'en raison de toute une tradition antérieure qui méritait d'être connue et que le premier volume de l'ouvrage nous fait précisément connaître. N'étant pas en mesure d'en éditer la traduction intégrale (qui dépasserait d'ailleurs nos besoins), nous en donnerons du moins un ample résumé pour le lecteur français, qui paraîtra dans deux numéros successifs de cette revue.

LA PREDOMINANCE LIBERTAIRE :

L'« Histoire de la Gauche Communiste » remonte aux origines mêmes du mouvement ouvrier, à l'époque de la 1^{re} Internationale fondée à Londres en 1864. A cette époque, l'Italie n'a pas encore atteint le degré de développement économique et social de la France et à plus forte raison de l'Angleterre de 1848. Elle est encore plus arriérée que l'Allemagne qui n'est pourtant encore qu'un pays essentiellement agricole. Les chiffres sont éloquents : en 1870, en Italie, le nombre des entreprises industrielles ne

dépassait pas 9.000 et celui des purs salariés 400.000. La population rurale l'emportait sur la population urbaine et les artisans sur les prolétaires ; il n'existait donc pas encore de véritable marché national, comme chaque fois que l'économie parcellaire prédomine.

Cette structure hybride de l'économie italienne et les effets néfastes de la législation bourgeoise qui lui fut imposée d'en haut lors de la constitution de l'unité nationale explique non seulement la violence des mouvements sociaux des années 1874-1880 et leur caractère non pas socialiste, mais petit-bourgeois, mais aussi la fortune dont le « socialisme libertaire » de Bakounine put longtemps jouir en Italie au détriment de l'influence marxiste.

Dans le conflit qui opposa marxistes et anarchistes au sein de la 1^{re} Internationale et qui aboutit à la scission, et au transfert du centre du mouvement aux Etats-Unis, la section italienne prit en effet massivement position pour les seconds, au point que seules les sections de Lodi et d'Aquila seront représentées au congrès marxiste international de Genève en 1873, recevant par la suite l'appui d'Engels dans leur lutte inégale contre les bakouniens ou anarchistes.

Entre 1872 et 1880, le « socialisme » bakounien est pratiquement la seule forme d'opposition à l'influence des républicains bourgeois, des mazziniens à la fois populistes et déistes qui, en Italie, ont été les premiers à faire une propagande politique parmi les ouvriers et les paysans et dont la devise est « **Dieu et le Peuple** ». Ce « socialisme » est caractérisé par sa haine du **centralisme** et de l'**autorité** et sa tendance au **fédéralisme** et à l'**autonomie** locale, ce qui explique son succès dans les classes pauvres liées à l'économie parcellaire. Tandis que le marxisme est déterministe, l'anarchisme bakounien est volontariste, assignant au mouvement ouvrier comme première tâche « la destruction de tout pouvoir d'Etat », sans comprendre que ce n'est pas l'Etat qui engendre le capital et le patronat capitaliste, mais bien le contraire et qu'au lieu de s'en prendre à lui comme principe métaphysique du mal, c'est le capitalisme qu'il faut combattre. Contrairement à ses prétentions, ce n'est pas lui, mais le marxisme qui représente la **gauche** du mouvement et la révolution prolétarienne en puissance : lui n'est qu'un mouvement petit-bourgeois confus, insurrectionnaliste et terroriste au sens individuel mais non révolutionnaire au sens prolétarien. Tandis que le marxisme assigne au prolétariat la conquête révolutionnaire du pouvoir comme aboutissant d'une longue lutte politique qui se poursuit, tout au long de l'histoire du capitalisme, le « socialisme libertaire » ne veut pas entendre parler de politique sous le prétexte que « dans les luttes politiques des classes possédantes, les ouvriers ont toujours été les dupes ». Cela le conduit à lutter pour empêcher l'Internationale d'obéir à un centre unique de la stratégie révolutionnaire pour transformer ce centre d'importance vitale en simple « boîte à lettres », comme disait Marx, c'est-à-dire en simple office de correspondance, laissant aux diverses sections non seulement **nationale**, mais même **provinciales** et **locales** la liberté d'agir pour leur propre compte, y compris en cas d'insurrection. Admis dans l'Internationale lors de sa formation en dépit de son extrême

faiblesse théorique, le socialisme libertaire se montra incapable de dépasser ses positions théoriques insuffisantes, et lorsque Bakounine se mit à sa tête et le théorisa sous le nom d'« anarchisme », il devint un péril mortel pour tout le mouvement prolétarien précisément parce qu'il prétendait lui imposer ses doctrines inconsistantes et une décentralisation qui ne pouvaient que réduire ce dernier à une totale impuissance. Pourtant, tel qu'il était, c'est lui qui domine les premières décennies du mouvement ouvrier d'Italie, non seulement dans l'histoire des congrès, mais dans celles des mouvements insurrectionnels auxquels les bakouniens prennent une part aussi active que désordonnée, comme par exemple en Romagne en 1874 ou au Bénévent en 1877.

PREMIERE AFFIRMATION DU MARXISME : LE PARTI SOCIALISTE REVOLUTIONNAIRE DE ROMAGNE (RIMINI, 1881).

Il faudra attendre l'été 1880 pour voir se dessiner une nette tendance à la constitution d'un parti prolétarien et marxiste en Italie.

Certes, en dehors de toute influence marxiste, la nécessité de l'organisation en parti politique à l'échelle nationale s'était déjà fait sentir aux Sociétés ouvrières constituées déjà avant 1860 qui, patronnées à l'origine par l'Etat, limitant leurs tâches à l'assistance mutuelle et répudiant même l'arme de la grève, étaient parvenues à leur congrès de 1880 à des revendications politiques (suffrage universel) et au refus du contrôle que l'Etat prétendait leur imposer. Le résultat était important et symptomatique par lui-même, mais étant donnée l'influence qu'exerçaient sur ces sociétés les libertaires d'une part, les libéraux et semi-radicaux de l'autre, aucun programme clair ne pouvait en sortir.

Ce programme, on le trouve par contre formulé avec une vigueur et une clarté parfaites au Premier Congrès du **Parti Socialiste Révolutionnaire** de Romagne qui se tint à Rimini en août 1881 sur l'initiative d'un ancien anarchiste devenu marxiste, Andrea Costa. Il suffit de le citer pour faire justice des accusations de **légalitarisme, conciliationnisme et évolutionnisme** portés à la légère par les libertaires contre leurs adversaires marxistes. Il montre en tous cas qu'en 1881, la situation du marxisme, même représenté seulement encore dans un petit parti local, était mille fois meilleure qu'en... 1964, où il ne sert plus que de couverture aux pires renégats de la doctrine révolutionnaire, quels que soient le nombre d'adhérents... et de députés dont les « Partis communistes » puissent aujourd'hui se vanter :

« Considérant

« que la condition primordiale de l'émancipation humaine des classes travailleuses et donc de tous les êtres humains est l'émancipation économique ;

« que celle-ci ne sera pas possible tant que les classes travailleuses des villes et des campagnes ne se seront pas emparées,

pour le bien de tous, de la terre et des capitaux et, par conséquent, de tout le pouvoir politique, militaire et social garantissant cette possession ;

« que l'expérience historique a démontré qu'une classe privilégiée ne cède jamais pacifiquement ses privilèges séculaires et que donc l'appropriation de la terre, des capitaux et de tout le pouvoir social ne peut se faire que par la voie de la révolution ; que la révolution n'est pas seulement le moyen le meilleur que nous proposons pour résoudre la question sociale et émanciper les multitudes, mais une fatalité historique inévitable que nous ne faisons que formuler, rendre consciente et accélérer de toutes nos forces.

« Pour toutes ces raisons,

« Le Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne est et ne peut qu'être révolutionnaire.

« La révolution est avant tout une insurrection matérielle violente des multitudes contre les obstacles que les institutions en vigueur opposent à l'affirmation et la réalisation de la volonté populaire.

« C'est pourquoi la révolution est avant tout dictature temporaire des classes travailleuses, c'est-à-dire accumulation de tout le pouvoir social (économique, politique, militaire) dans les mains des travailleurs insurgés dans le but de détruire les obstacles que le vieil ordre de choses oppose à l'instauration du nouveau, de défendre, de provoquer, de propager la révolution, de réaliser l'expropriation des personnes privées et d'établir la propriété collective et l'organisation sociale du travail. »

Plus loin, le programme observait que **« la transformation des bases de toute la société »** à laquelle le socialisme aspire ne peut résulter **« de conspirations, de supercheries diplomatiques et de décrets »**, ni de **« tentatives de révolte de minorités audacieuses »** (tentatives qu'il ne réprouve pas, mais abandonne à l'« initiative individuelle »), mais réclame au contraire **« non seulement la coopération des individus consciemment socialistes et révolutionnaires qui ne sont généralement qu'une petite minorité, mais aussi la coopération efficace et énergique de la multitude des salariés industriels et agricoles »**.

Ce programme ne repoussait pas les réformes et les revendications immédiates, mais proclamait que **« pour nous, elles ne sont qu'une occasion, un moyen de lutte — un moyen passager qui n'empêche pas que nous rendions possibles d'autres manifestations de l'activité populaire et révolutionnaire, et que nous en profitions, particulièrement quand toute manifestation légale nous est interdite »**.

Il déclarait que la révolution doit :

« être précédée d'une ample propagande des idées socialistes-révolutionnaires et avoir pour organe un parti fortement organisé

(progrès très net par rapport à la conception anarchiste du parti comme association lâche de groupes autonomes et à plus forte raison de la négation libertaire du parti NDR), capable de la provoquer quand existent les conditions nécessaires à sa victoire, de l'inspirer et même de la diriger quand elle a éclaté.»

« Par conséquent, notre parti a un double but : éveiller par la parole, l'écrit et l'exemple et au besoin par d'autres moyens, les multitudes assoupies des villes et des campagnes, les préparer à la révolution qui va s'accomplissant inexorablement dans la société du fait de ces mêmes facteurs sociaux qui nous oppriment aujourd'hui ; et ensuite profiter des occasions favorables pour dresser les multitudes elles-mêmes contre l'ordre existant, les inspirer et les diriger dans la lutte, faisant tous nos efforts pour que la révolution donne les fruits que les multitudes en attendent. »

Si l'on considère non seulement l'orthodoxie marxiste de ce texte, mais sa vigueur et la foi révolutionnaire qui l'anime, il est hors de doute que nous sommes parfaitement en droit de faire remonter au Parti Socialiste de Romagne l'origine historique de cette gauche marxiste d'Italie dont nous retraçons ici l'histoire.

LA CONSTITUTION DU PARTI SOCIALISTE EN ITALIE : GENES (1892)

Pourtant, le Parti socialiste d'Italie est sorti non du développement du Parti romagnol à l'échelle nationale, mais de son unification avec une organisation de type « labouriste » — c'est-à-dire à la fois politique et syndical — le Parti ouvrier né en 1882 à Milan et dont l'avocat Filippo Turati était un des militants. A son origine, ce parti repoussait toute idéologie politique et n'acceptait dans ses rangs que des travailleurs salariés et manuels. Comme les anarchistes, il était abstentionniste en matière électorale par horreur des intrigues corruptrices de la politique bourgeoise. Lorsqu'après l'unification avec le Parti Socialiste Révolutionnaire, tous les militants ayant une opinion théorique socialiste seront admis dans l'organisation, que celle-ci se donnera un programme politique clair et participera aux luttes électorales en opposition à tous les partis bourgeois, un grand pas en avant sera fait par rapport à ces positions ouvriéristes.

C'est à Gênes en 1892 qu'eut lieu l'unification, mais aussi la séparation entre anarchistes et socialistes, qui donna à ce congrès son caractère tumultueux et dramatique. De cette scission sortirent deux partis des Travailleurs Italiens dont l'un était de principes marxistes et l'autre de principes anarchistes. Malheureusement, dans le camp marxiste, (comme il arrive toujours lors des unifications) on ne clarifia pas la divergence entre la vision **révolutionnaire** et la vision **réformiste** et **révisionniste** qui, déjà, était apparue dans toute l'Europe. C'est ce qui explique que le programme sorti du Congrès (et qui restera en vigueur jusqu'en 1921, date de fondation du Parti Communiste) ait été très en retrait sur le programme plus haut cité du Congrès de Rimini (Parti Socialiste Révolutionnaire de Romagne), justifiant amplement toutes les critiques que les révolutionnaires en firent après la guerre de 1914-1918.

Voici le texte :

« Considérant

que dans l'ordre social actuel, les hommes sont contraints à vivre organisés en deux classes : d'une part, les travailleurs exploités, de l'autre les capitalistes, détenteurs et monopolisateurs des richesses sociales ;

que les salariés des deux sexes, de tout métier et condition forment le prolétariat du fait de leur dépendance économique et sont contraints de vivre dans la misère, l'infériorité et l'oppression ;

que tous les hommes ont le même droit de jouir des bénéfices de la vie sociale et en premier lieu d'une existence assurée pourvu qu'ils concourent selon leur force à créer et maintenir ces bénéfices.

« Reconnaissant

que les organismes économique-sociaux actuels (que le système politique actuel défend) représentent la prédominance des monopolisateurs des richesses sociales et naturelles sur les travailleurs ;

que les travailleurs ne pourront s'émanciper que grâce à la socialisation des moyens du travail (terres, mines, fabriques, moyens de transport, etc.) et la gestion de la production.

« Retenant

que le but final ne pourra être atteint qu'au moyen de l'action du prolétariat organisé en Parti de Classe indépendant de tous les autres et se manifestant sous une double forme :

1) la lutte de métier pour l'amélioration immédiate de la vie ouvrière (horaires, salaires, règlements d'usine), lutte incombant aux Bourses du Travail et autres associations de métier ;

2) la lutte plus ample visant à la conquête des pouvoirs publics (État, Communes, Administrations publiques) pour les transformer d'instruments d'oppression et d'exploitation qu'ils sont aujourd'hui en un instrument d'expropriation économique et politique de la classe dominante ;

les travailleurs italiens qui se proposent l'émancipation de la classe à laquelle ils appartiennent décident de se constituer en Parti et de s'inspirer des principes ci-dessus. »

Les principes en question étaient : lutte de classe — socialisation des moyens de production — organisation du prolétariat en parti politique — indépendance à l'égard de tous les autres partis. Ces formules sont cependant loin de résumer tout le marxisme révolutionnaire qui, dès sa naissance, avait clairement parlé de conquête du pouvoir politique par la violence révolutionnaire, de destruction de l'État parlementaire bourgeois et de dictature du parti prolétarien pour le renversement du capitalisme. L'ex-

pression finale d' « expropriation économique et politique de la bourgeoisie » était particulièrement impropre pour exprimer cette vision, et elle fut cause d'une longue confusion. La revendication de « gestion de la production » manquait aussi de clarté, puisqu'il n'était pas dit qui devait l'exercer : le syndicat ? l'Etat ? Et dans ce cas, l'Etat était donc **éternel**, contrairement à la conception marxiste qui prévoyait son dépérissement à mesure que la division de la société en classes disparaîtrait ?

Dans les congrès qui se succèdent de 1892 à 1897, date de celui de Bologne, la tactique électorale du parti est au centre de tous les débats : il est bien clair pour tous alors que **lutte de classe** et **indépendance à l'égard de tous les autres partis** signifie **refus de toute alliance électorale et parlementaire** avec quelque parti que ce soit, même radical. Mais au Congrès de Bologne, fait qui annonce la victoire des réformistes trois ans plus tard, un ordre du jour préconisant une intransigeance absolue en la matière est repoussé à une forte majorité (123 voix contre 66). D'autres importantes questions discutées pendant la même période ont pourtant reçu une solution correcte : le centralisme l'a emporté sur le fédéralisme en matière d'organisation au Congrès de 1895 à Parme où le parti reçut le nom de **Parti socialiste italien**. L'année suivante, à Florence, l'admission d'associations économiques ou, pis, électorales, dans le parti a été repoussée, l'adhésion personnelle étant la seule forme autorisée.

Entre le congrès de Bologne et celui de Rome en 1900 s'insère une période cruciale pour l'Italie bourgeoise qui va amener la classe dominante à un changement de tactique à l'égard des classes opprimées, mais aussi favoriser le réformisme dans le camp socialiste.

Bien qu'un des plus faibles sur le plan économique, l'Etat italien s'est engagé dans la voie de l'impérialisme et pratique en Afrique une politique d'expansion qui ne peut qu'aggraver les effets de la crise économique de la fin du siècle. Il faut noter ici la position résolument anti-colonialiste du parti qui, par la bouche d'Andrea Costa, n'a pas hésité à lancer en pleine Chambre un « **Via dall'Africa !** Evacuez l'Afrique ! » qui était un véritable soufflet à la sordide bourgeoisie italienne. Le ministère Crispi qui depuis les mouvements siciliens de 1894 pratique une réaction féroce va jusqu'à dissoudre le parti qui n'en remporte pas moins des succès éclatants parmi les masses exaspérées par la crise économique et encouragées dans leur résistance par les défaites militaires de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'après la terrible défaite d'Adoua qui a provoqué le 1^{er} mars 1896 la chute du ministère Crispi, de véritables révoltes de la faim se produisent dans les régions méridionales les plus touchées (fin 1897-printemps 1898) et que le nouveau gouvernement n'en vient à bout qu'en faisant appel à la troupe et en prenant de sévères mesures policières. En mai 1898, les mouvements gagnent la ville industrielle de Milan où ils prennent des proportions tragiques : officiellement, le nombre de victimes fut de 80, mais il fut très supérieur, les ouvriers en grève s'étant furieusement heurtés aux sbires armés de la bourgeoisie en plein centre de la cité. L'état de siège fut proclamé comme en Sicile quelques années plus tôt et les condamnations se mirent à pleuvoir : par exemple le socialiste de droite Turati, qui avait

pourtant cherché à éviter les désordres se vit infliger une peine de 12 ans de prison. Le roi appela au pouvoir un général, représentant de la droite bourgeoise la plus réactionnaire, qui suspendit résolument les « **garanties constitutionnelles** » mais subit quelques mois plus tard une retentissante défaite électorale devant une opposition populaire de gauche dont les socialistes étaient la pointe extrême sans oser s'opposer à ce « verdict populaire ».

NAISSANCE OFFICIELLE DU REFORMISME : ROME (1900)

Ces événements, auxquels il faut ajouter la réaction anti-socialiste violente provoquée par l'attentat de l'anarchiste Gaetano Bresci contre le roi Humbert de Savoie (alors que les socialistes n'avaient naturellement rien à voir avec le régicide) expliquent le problème devant lequel le Parti se trouva placé à son congrès de septembre 1900 : **comment doit agir le parti prolétarien quand deux politiques de la bourgeoisie sont possibles et que le « choix » peut dépendre de sa propre attitude, c'est-à-dire de son abstention ou au contraire de sa pression... sur le plateau gauche de la balance ?** Vieux problème qui n'est toujours pas résolu, puisqu'aujourd'hui encore les opportunistes le soulèvent toujours.

La réponse des socialistes de droite était la suivante : la classe ouvrière a intérêt à ce que le pouvoir exécutif n'use pas de la manière forte ; or on peut obtenir cet utile résultat de façon pacifique et parlementaire ; il serait ridicule de le compromettre par préjugés, par répugnance à joindre nos votes à ceux des bourgeois bien-pensants, mais proches de la gauche. Dans cette conception, le parti prolétarien va jusqu'à défendre la **liberté** et la **Constitution** sous le prétexte que la classe ennemie a intérêt à les violer. On voit que de 1900 à 1939 et à aujourd'hui la droite réformiste (qui aujourd'hui se dit « communiste » !) n'a pas varié dans son puissant raisonnement !

La position de la gauche, que nous formulons ici par anticipation, est qu'une telle tactique ne serait admissible que si les revendications politiques suprêmes du prolétariat pouvaient jamais triompher sans toucher à l'ordre constitué, à la Constitution, à la liberté de tous. Cette possibilité **étant exclue**, on ne peut commettre de pire erreur que de préparer les masses à sauver quoi que ce soit de l'ordre constitué, ou même à se sauver elles-mêmes de l'attaque de l'ennemi de classe en se réfugiant derrière une légalité qu'il leur faudra de toutes façons violer pour se libérer de l'oppression capitaliste. Quand la bourgeoisie et son État passent à l'offensive contre la classe ouvrière, la riposte de celle-ci ne peut se réduire à la défense de la « démocratie » et de la « paix sociale » : elle doit passer à la contre-offensive au nom de ses propres buts de classe. Autrement, c'est la défaite la plus grave : celle qui consiste à reprendre les drapeaux de la bourgeoisie au moment précis où celle-ci les jetait dans la boue et les foulait aux pieds !

1900 est la date de naissance officielle du réformisme dans ce sens que pour la première fois un congrès socialiste en Italie vote à une forte majorité (109 voix contre 69 et 2 abstentions) « la pleine autonomie des

organisations collégiales pour la constitution d'alliances avec les partis de l'extrême-gauche » tout en réaffirmant que dans la bataille électorale le Parti doit faire la propagande de ses principes, il est vrai réduits à la « **lutte de classe et la socialisation des moyens de production et d'échange** ». Ce correctif à l'opportunisme de la première position était des plus faibles ! Les réformistes conçoivent en effet la **lutte de classe** comme un simple conflit d'intérêts entre les patrons capitalistes et leurs ouvriers dans lequel l'Etat intervient en fonction du rapport des forces entre partis bourgeois et partis ouvriers au Parlement. Ils oublient la thèse marxiste affirmant que l'Etat démocratique et parlementaire défend par nature les intérêts du Capital. Quant à la fameuse socialisation, les réformistes n'excluent pas qu'elle puisse être réalisée par l'Etat bourgeois (nationalisation) ; tout au plus admettent-ils que cet Etat devra être à majorité parlementaire **socialiste**, selon la fatale formule du programme de Gênes sur la « **transformation des pouvoirs publics en moyens d'émancipation du prolétariat** ».

Face à ce corps de positions opportunistes, force est de reconnaître l'inconsistance de la gauche de 1900, qui ne sut pas poser les **questions de principe** et se contenta de réclamer l'« intransigeance dans les luttes administratives et politiques » dans la ligne des précédents congrès. Elle manifesta la même faiblesse sur la question délicate du **programme minimum** du parti, dans lequel la partie générale rédigée dans la bonne doctrine marxiste était contredite par la partie spéciale qui voulait n'être qu'une énumération de revendications minima, mais où se trouvait ce point anti-marxiste : « **Etat démocratique où le prolétariat se sente réellement l'égal du capitaliste, politiquement et juridiquement** ». Pour le marxisme en effet, dans l'Etat bourgeois le prolétaire est inférieur au capitaliste ; on prévoit un type nouveau d'Etat dans lequel le premier sera tout et le second rien ; mais ce qui conduit de l'un à l'autre, c'est le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois, et non pas une forme d'Etat historiquement impossible dans laquelle prolétaire et capitaliste « seraient politiquement et juridiquement égaux ». Pourtant, la gauche ne sut pas alors opposer un contre-projet marxiste à ce texte erroné. Elle n'eut que quelques justes intuitions : un de ses représentants se déclara en effet partisan d'un programme **unique** et adversaire du dédoublement en programme **maximum** et **minimum**, position correcte car le seul programme marxiste est son programme maximum : la conquête violente du pouvoir, la destruction de l'appareil d'Etat actuel et la dictature de classe. C'est seulement **après** qu'on pourra formuler un programme économique-social minimum concret. Un autre représentant de la gauche dénonça aussi le danger de « socialisme d'Etat se traduisant par une forme de « socialisme capitaliste » que présentait la revendication des nationalisations : on ne peut nier qu'il ait vu juste... et loin, si l'on songe aux positions de 1964. Mais ce fut tout.

Après ce congrès de 1900 où les réformistes l'emportent nettement dans le parti, on assiste à des luttes ouvrières très vives pour la **reconnaissance des syndicats** et le **droit de grève**. Le gouvernement est obligé de céder à la force des masses, mais le groupe parlementaire du parti unique pratique désormais couramment la politique consistant à appuyer un gouver-

nement bourgeois « de gauche » afin d'éviter le retour de la droite au pouvoir. Les critiques à cette pratique ne manquent pas dans le parti, bien qu'il ne s'agisse pas encore d'entrer dans un gouvernement bourgeois comme Millerand en France. Mais la gauche intransigeante qui les formule manque d'énergie au point de reconnaître la légitimité de cette politique dans « des cas exceptionnels ». Incapable de se placer sur le terrain des principes marxistes sur l'Etat et la révolution, elle se disperse dans la discussion des « cas » particuliers, personnels et concrets, comme c'est toujours le cas quand on ne sait pas établir une norme tactique générale.

Dans ces conditions, le glissement du parti à droite ne peut que se poursuivre : au congrès de 1902, à Imola, il atteindra le point culminant en votant à une forte majorité un ordre du jour proclamant l'**autonomie du groupe parlementaire** dans ses actions de collaboration parlementaire. Le parti lui-même n'est plus qu'un **instrument** de ce groupe (alors que de toute évidence c'est le contraire qui aurait dû être) et il doit lui servir, dans la conception réformiste, « à se tenir continuellement en harmonie avec la conscience et la volonté de la grande masse prolétarienne ». On a affaire à une révision totale de la conception marxiste pour laquelle **conscience** et **volonté** sont affaire du Parti et non des **masses**, ni même de la **classe** prolétarienne, puisque seul le parti la rend capable de force révolutionnaire. Malheureusement, c'est la **même** déviation qui ressurgira à vingt ans de distance quand l'Internationale communiste remettra la solution des questions tactiques à une sorte de « consultation de la conscience et de la volonté des masses ».

LA DEVIATION SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE : BOLOGNE (1904)

La faiblesse théorique de la gauche intransigeante est telle que contrairement à ce qui se passera en France, il n'y aura pas de scission entre elle et les **possibilistes**, c'est-à-dire les partisans de l'appui parlementaire à des gouvernements bourgeois. Les conséquences en seront désastreuses, comme nous allons voir. En effet, après 1904, la lutte de classe en Italie revêt des formes violentes : les heurts entre le prolétariat rural qui est numériquement important, combatif et instinctivement révolutionnaire et les forces de l'ordre sont nombreux et sanglants ; de son côté, le prolétariat des grands centres expérimente souvent avec succès la méthode de la grève générale. Face à ce déploiement de l'action ouvrière, la bourgeoisie tend à revenir à la manière forte. Le prolétariat réagit héroïquement, mais il est trahi par la déviation du parti de la ligne révolutionnaire. La chose ne peut manquer de provoquer de nouvelles réactions jusque dans les rangs du parti, mais en l'absence d'une fraction marxiste révolutionnaire décidée, elles prennent la forme erronée du **syndicalisme révolutionnaire**.

C'est au congrès de 1904 à Bologne que ce courant a pris définitivement forme et énoncé le plus clairement sa doctrine historique, qui n'est qu'une anticipation de celle de l'**Ordine nuovo** que la future gauche marxiste révolutionnaire aura à combattre en 1919. Cette doctrine se résume ainsi : la révolution a deux buts ; l'**expropriation** de la classe capitaliste ; la **décomposition** du pouvoir du politique. L'instrument de cette

révolution est la puissance de la classe ouvrière organisée dans le syndicat. Les syndicats de métier doivent évoluer jusqu'à représenter la totalité des catégories ouvrières non seulement pour l'action révolutionnaire finale, mais pour « les améliorations compatibles avec la société présente ». La tâche du parti se réduit à « éduquer le prolétariat et à favoriser sa constitution en syndicats, c'est-à-dire en **classe**. L'action révolutionnaire se conduit au moyen de la **grève générale** », mais « vise à enlever à la classe capitaliste les organes de défense de l'Etat en transférant leurs fonctions aux organisations syndicales ou à l'individu (sic) ».

La droite qui était représentée par des gens aussi instruits (bien que politiquement opportunistes) que Turati, Trevès ou Modigliani, avait beau jeu de combattre cette « mythologie » sorélienne et de montrer qu'elle marquait un retour aux aberrations bakouniennes par horreur des deux formes politiques du **parti** ou du **pouvoir**. On peut ajouter qu'il s'agissait aussi d'une nouvelle espèce de **gradualisme** à poses révolutionnaires qui avait ceci de commun avec ses adversaires, les socialistes réformistes, qu'il présentait comme graduelle la seule chose qui ne saurait l'être, c'est-à-dire le passage du pouvoir des mains d'une classe à une autre classe et le dépérissement de l'Etat qui suppose le « bond » préalable de la révolution et de la dictature.

FAIBLESSE DE LA GAUCHE INTRANSIGEANTE :

Les nécessités mêmes de la lutte contre la déviation syndicaliste qui décida d'ailleurs de quitter le Parti en 1907 au congrès de Ferrare fit obstacle à la lutte de la gauche du parti contre les réformistes, qui occupera toute la période 1906-1912 sans que se dégage encore bien nettement la tendance qui donnera naissance au courant radical qui fondera en 1921 le Parti communiste. Cette faiblesse de la gauche de cette époque est à mettre en relation avec la façon même dont le Parti socialiste italien s'était constitué. D'un côté, il y avait bien eu la saine tendance marxiste du Parti socialiste révolutionnaire de Romagne, mais, de l'autre, l'impulsion était venue précisément des « masses » si généralement adulées, mais qui n'étaient pas des foules révoltées, mais des catégories ouvrières organisées aspirant à des améliorations économiques immédiates. Au Piémont, en Lombardie et dans le Nord, le Parti, comme nous l'avons vu plus haut, était en effet sorti du mouvement des **mutuelles** devenues ultérieurement **ligues de résistance** qui, en se développant, posaient aux pouvoirs publics des problèmes qu'ils pouvaient et devaient résoudre. Et c'est précisément parce qu'ils les résolvaient toujours au détriment des travailleurs que la nécessité d'un parti politique propre s'était fait sentir à ces derniers. Or la nécessité d'avoir une représentation au Parlement se confondait — même si ce ne fut pas explicitement reconnu — avec la nécessité d'exercer une pression sur les organes exécutifs de l'Etat, de façon qu'ils satisfassent au moins partiellement les revendications des organisations prolétariennes. Tout le secret du glissement du Parti dans le réformisme est là : si les mesures en faveur de la classe ouvrière constituaient le but, il n'était que trop facile de conclure que le **moyen** pouvait être d'appuyer sur le plan

parlementaire le gouvernement disposé à les prendre. Tant que le **but** n'était pas formulé autrement, il n'y avait guère d'espoir de faire condamner le **moyen** au nom de la « lutte de classe » et de l'« indépendance du parti à l'égard de tous les autres ». Or formuler le but **outrement** revenait à déclarer que la véritable action politique est la lutte extra-parlementaire pour le pouvoir et la violence insurrectionnelle, ce que la gauche ne sut jamais dire clairement entre 1892 et 1914. C'est ainsi que le Parti socialiste glissa dans la collaboration parlementaire en dépit des critiques et de la lutte des intransigeants, et c'est à juste titre que les réformistes se vantaient d'être les seuls à comprendre les masses, à les tenir en haleine et à satisfaire leurs revendications économiques. Entre 1892 et 1906, la réaction contre leur politique prit une forme **syndicaliste**, **l'action directe** du prolétariat contre la bourgeoisie étant proclamée supérieure à l'action par l'intermédiaire des députés et du parti politique, sans que les améliorations immédiates cessent d'être considérées comme le véritable but. Sans donc représenter une position plus radicale, le syndicalisme révolutionnaire tombait dans l'erreur des actions locales, sans direction centrale, ce qui donnait un énorme avantage stratégique à la bourgeoisie et condamnait à la défaite tous les mouvements du prolétariat comme ceux de ses syndicats qui, à la différence de la CGL tombée dans les mains des réformistes, ne condamnaient pas l'action violente.

La situation du prolétariat italien d'avant 1914 était donc la suivante ; son parti, le Parti socialiste italien était dominé par la droite parlementaire appuyée sur les organisations de la centrale syndicale majoritaire, la Confédération Générale du Travail. La gauche du parti n'avait guère d'influence, sa représentation dans les syndicats étant presque inexistante et sa représentation parlementaire subissant progressivement la force d'attraction de l'ambiance réformiste. Quant à l'aile syndicaliste libertaire détachée du parti et désormais alliée aux anarchistes, elle faisait obstacle à l'unité des mouvements ouvriers en opposant sa centrale, l'Union Syndicale Italienne à la CGL. C'est à juste titre que le mécontentement grondait parmi les ouvriers socialistes, mais le retour au véritable programme marxiste ne devait pas être aisé, comme nous le verrons dans le prochain numéro.

Alfred ROSMER

INTRODUCTION

Avec Rosmer, décédé en mai dernier, disparaît un des rares survivants de la glorieuse époque de la révolution russe qui ne soit pas passé dans le camp de la contre-révolution stalinienne. Nous laissons à d'autres — ils s'en acquitteront mieux que nous — le soin de retracer en détail ce que fut sa vie et son œuvre politique. Ce que nous voudrions seulement tenter ici, c'est de tirer, au travers de son expérience personnelle, la leçon d'une initiative politique de la III^e Internationale. Parmi les expédients tactiques qu'utilisa celle-ci — et dont certains se révélèrent désastreux, il en est un qu'il était très probablement impossible d'éviter : c'est celui qui consistait à admettre les syndicalistes-révolutionnaires de gauche dans la nouvelle organisation. Expédients dangereux pour le cas où le communisme aurait dû battre en retraite, car il pouvait développer dans l'Internationale ces conceptions « infantiles » que Lénine critiqua à juste titre, mais qui ont masqué à la plupart des militants et des dirigeants la menace de l'opportunisme de droite, fourrier de la contre-révolution stalinienne. De cet « infantilisme », et plus précisément de la part d'idéologie syndicaliste qu'il comportait, notre courant, alors représenté par la *fraction abstentionniste* du P.S. italien, tenait à tout prix à se délimiter. C'était en effet cet « infantilisme » de nombreuses « gauches » de l'Internationale, qui rendait inefficace, sinon impossible, la critique *marxiste* nécessaire de l'opportunisme manœuvrier de Moscou, critique que poursuit inlassablement notre courant mais que la direction de l'I.C. put trop facilement confondre avec celle de l'opposition de type anarchisant ou syndicaliste.

Rosmer fut certainement l'un des meilleurs et des plus dignes d'estime de cette catégorie de transfuges syndicalistes dont nous redoutions l'influence dans l'Internationale. A ce titre, il se trouva être en quelque sorte le bouc-émissaire de notre réaction de défense contre ce que nous considérions, non sans raison, comme un réel danger. Il est donc juste qu'au moment où on lui rend les derniers devoirs, nous lui rendions les nôtres d'une façon prolétarienne et révolutionnaire. c'est-à-dire en sachant disjoindre ce qui fut une loyale et nécessaire divergence politique du respect que l'on doit à tout militant qui a combattu pour la cause du prolétariat.

DESTIN POLITIQUE D'UN SYNDICALISTE-REVOLUTIONNAIRE

Parmi ces rares syndicalistes français qui, sous le choc de la Révolution russe, rallièrent le bolchevisme, Rosmer fut l'un des plus résolus et des plus enthousiastes. Toute son activité d'opposant à la guerre impérialiste est là pour témoigner que cette adhésion représentait la transmission au communisme international de tout ce que la tradition et la praxis révolutionnaire du prolétariat français avait conservé de sain et d'intact. Ce n'est pas le fait du hasard si l'évolution de Rosmer commence avec la lutte clandestine menée par la minorité syndicaliste contre la politique d'union sacrée des social-traitres. Une seule poignée de militants avait livré le combat à toute la force répressive de l'Etat dans le pays le plus chauvin d'Europe et face à la section la plus infâme de la social-démocratie internationale. Sans aucun lyrisme, on peut dire qu'elle a sauvé l'honneur du prolétariat français abandonné par tous ses chefs socialistes. Qu'il

en soit donc donné acte à Rosmer : il nous a laissé, non seulement un riche témoignage de cette lutte, mais encore la preuve de sa participation active, un exemple sans tache qui, dans le pays des Cachin et des Thorez ultra-patriotes, est resté sans lendemain.

Il ne fait pas de doute que son évolution dut beaucoup à l'influence de Trotsky. Cela n'a guère d'importance sinon pour expliquer les positions ultérieures de Rosmer. Quoiqu'il en soit, ce dernier fut en France l'un des plus actifs partisans de la III^e Internationale. Au sein de ce noyau qui devait former plus tard le premier embryon du Parti Communiste français, la droiture et l'intelligence de Rosmer étaient indiscutées. Elles apparaissent rétrospectivement rehaussées si on les compare à la médiocrité des sociaux-démocrates que le P.C. hérita à la scission de Tours et dont le révolutionnarisme fut de si courte durée que les falsificateurs actuels de l'histoire de ce parti peuvent presque intégralement le passer sous silence. Participant activement aux travaux de Moscou où il œuvra à la constitution de l'Internationale syndicale rouge, il fut apprécié par Lénine, qui, nous dit-on, savait reconnaître ses solides qualités.

*
**

Tous ces mérites ne nous autorisent pourtant pas à passer sous silence un fait capital concernant son adhésion au communisme. Cette adhésion, malgré sa spontanéité, reposait sur une grave *équivoque*. Comme la plupart des militants de son époque, Rosmer *ignorait* que le marxisme fût une doctrine révolutionnaire visant à la *destruction de l'Etat*. Cette ignorance, ingénument avouée, il la devait, comme tous ses contemporains, à l'ignoble falsification des théories de Marx perpétrée par les tout-puissants chefs opportunistes de la Seconde Internationale. Les positions de Lénine sur la question de l'Etat et sa projection dans la réalité révolutionnaire russe, firent à Rosmer l'effet d'une véritable révélation. Il s'aperçut que l'insurrection, la grève générale, « l'expropriation des expropriateurs » figuraient bel et bien dans le marxisme authentique et que, chez les bolcheviks, elles cessaient d'être des *phrases* pour devenir la réalité.

Mais, en contre-partie, la révolution d'octobre lui apparut comme une sorte de *conjonction* historique entre deux écoles politiques en saine et loyale concurrence — le syndicalisme et le marxisme — comme une *synthèse* de ce que l'une et l'autre comportaient de valable. C'était là une conception fondamentalement anti-déterministe, *empirique* pour tout dire, et selon laquelle la doctrine, la théorie et le programme du mouvement prolétarien ne sont que des *approximations* entre lesquelles, selon les situations, l'histoire fait son choix. Dans ce cas, le seul critère permettant de les juger les unes et les autres est la pureté d'intention de ceux qui les professent, leur attachement à un *idéal* révolutionnaire. Le processus historique, tel que le marxisme, en tant que *science* de l'histoire, nous le décrit est totalement différent : c'est, une fois pour toutes, dans ses premières manifestations sur le plan politique qu'une classe révèle sa véritable mission historique. En ce qui concerne le prolétariat, doctrine, théorie, programme surgissent d'un bloc, tout formés des premières luttes de la classe ouvrière et l'on peut dire que, dès 1848, avec le « Manifeste Communiste », l'essentiel de sa tâche historique est énoncé. Quant à la floraison de tendances, théories et conceptions qui prolifèrent à la suite dans le mouvement prolétarien, elles n'expriment (syndicalisme révolutionnaire compris) qu'autant de *déviations* de la théorie initiale ; elles ne représentent que le produit des échecs de la lutte révolutionnaire, les résultats sociaux des *délais* que ces échecs ont accordé au capitalisme et au perfectionnement de ses méthodes de corruption économique et idéologique de la classe exploitée. C'est seulement la résistance, jusqu'ici victorieuse, de la domination bourgeoise au coups de butoir du prolétariat, qui a

développé cette superstructure d'idées dont la complexité est telle qu'une réaction à une déviation peut constituer à son tour une autre déviation. Tel est le cas du syndicalisme révolutionnaire qui, luttant contre l'opportunisme parlementariste de la social-démocratie, n'en abandonnait pas moins *l'essentiel* des conquêtes théoriques acquises au prix des luttes antérieures, notamment ce que Marx considérait être son seul apport personnel au mouvement socialiste : la nécessité de la *dictature du prolétariat*. Tout en restant à l'usage de la violence sociale, le syndicalisme (révolutionnaire ou non) condamnait cette notion de dictature du prolétariat, niait ou sous-estimait le rôle du parti de classe, lui substituait, tant pour l'organisation socialiste de la société que pour l'assaut au pouvoir bourgeois, le seul *syndicat*.

NOTRE DIVERGENCE AVEC ROSMER.

De cette *équivoque*, à l'époque où Rosmer partit pour Moscou, bien peu avaient conscience ; Trotsky et Lénine eux-mêmes n'en semblaient pas mesurer toute l'importance. C'était en 1920, dans l'enthousiasme des premiers jours, lorsqu'il semblait que la révolution européenne était proche et inévitable : il est bien certain que, victorieuse, elle eût balayé toutes ces nuances idéologiques, dangereuses dans le seul cas où la contre-révolution aurait triomphé. Aussi, quand Rosmer rencontra à Moscou le représentant de notre mouvement, la Gauche italienne, alors représentée par la *fraction abstentionniste* du Parti socialiste italien, fut-il étonné de la réserve, voire de la froideur qui lui fut témoignée par ce dernier. La fraction abstentionniste n'était-elle pas, comme les syndicalistes révolutionnaires, hostile à l'activité parlementaire corruptrice qui avait ruiné la Seconde Internationale ? N'adhérait-elle pas aussi au mouvement des *Soviets*, cette structure d'Etat révolutionnaire qui, à l'image de la Commune de 1871, supprimait toute *délégation* bourgeoise de pouvoir ?

La réticence de notre mouvement à l'égard des syndicalistes révolutionnaires ne peut guère être comprise qu'aujourd'hui, alors que tout le communisme international a définitivement perdu la boussole et a sombré dans le *démocratisme bourgeois* qu'il avait autrefois combattu chez les sociaux démocrates. Seulement aujourd'hui il est possible de comprendre pourquoi, dans les années 1920-24, compte tenu des conditions difficiles de la révolution socialiste européenne, c'était la *solidité théorique* et *l'homogénéité politique* du nouveau parti prolétarien, du parti communiste international en formation, qui devait être l'objet *essentiel* de la préoccupation des révolutionnaires. Admettre, sans effort continu de clarification théorique, des éléments *non-marxistes* dans l'Internationale, c'était exposer celle-ci à la débâcle au premier reflux de la lutte politique, comme cela, d'ailleurs, s'est vérifié. Sans doute Rosmer était-il un des meilleurs syndicalistes révolutionnaires ; sans doute fut-il une victime et non pas un complice de l'opportunisme dit stalinien. Mais la confusion qu'il représentait — indépendamment de ses indéniables qualités personnelles de probité et de courage — c'est dans les rangs de l'opposition trotskyste qu'elle devait se manifester : dans cette opposition que, par disgrâce, le grand Trotsky devait conduire à dilapider les énergies saines du mouvement communiste et à retarder d'autant le regroupement prolétarien dont nous ne voyons poindre aujourd'hui que les toutes premières lueurs.

Il conviendra un jour d'exposer combien l'immixtion de conceptions non-marxistes dans l'organisation prolétarienne manifeste ses effets négatifs dès les premiers reflux de la vague révolutionnaire internationale. La seule divergence qui existait sur ce point entre la majorité de la III^e Internationale et notre propre courant résidait dans le fait que cette majorité, consciemment ou non, fermait les yeux sur ce risque de reflux, tandis que nous en percevions déjà divers

symptômes: Des syndicalistes révolutionnaires comme Rosmer avaient rompu avec les préjugés les plus marquants de leur idéologie originelle. Ils avaient rejeté la superstition de la « violence en soi » chère à Sorel. Ils n'avaient pas paraphé, au bas de la « Charte d'Amiens », le mythe de l'indépendance et de l'autonomie des syndicats. Ils étaient en lutte ouverte avec les anarchistes du parti; il acceptaient la tactique syndicale de l'I.C. (Rosmer, nous dit-on, se séparait de Monatte en ce qui concerne la priorité du syndicat sur le parti). Ils s'étaient, pour ainsi dire, « jetés dans les bras » de la révolution d'Octobre. Mais le mobile profond de leur adhésion résidait avant tout dans le caractère *violent* et *expropriateur* de cette révolution, dans le fait que, grâce à elle, l'espoir séculaire du prolétariat sortait des « schémas abstraits » pour entrer dans la réalité historique, dans leur admiration pour l'efficacité et la probité des chefs bolcheviks, en un mot dans une impulsion essentiellement provoquée par la *forme historique* de la 1^{re} révolution prolétarienne victorieuse. Mais ils possédaient à un degré bien moindre la conscience des conditions réelles de cette révolution, de sa subordination à la victoire de la révolution socialiste européenne. Ils comprenaient moins encore que le parti bolchevik tirait sa force non tant de son habileté tactique que de sa totale autonomie idéologique, de son intransigeance farouche en matière de principes, de la *spécificité* de son organisation face à toutes les autres expressions politiques du mouvement ouvrier. Qu'un « rallié » d'aussi grande valeur que Rosmer soit passé à côté de ces choses, on en trouvera la preuve dans le fait qu'il ait accepté que son livre « Moscou sous Lénine » soit préfacé par Camus de façon telle qu'il semble, à lire cette préface, que la scission entre bolcheviks et mencheviks ait été un accident regrettable alors que c'est à elle qu'est intégralement dû le succès de la Révolution d'Octobre.

Il doit être clair que, dans cette critique rétrospective, nous ne songeons nullement à faire grief au militant-Rosmer de n'avoir qu'incomplètement répudié ses conceptions d'origine (lui rendant d'ailleurs cette justice qu'il y fut le moins emprisonné des syndicalistes): il n'avait guère de chances, même auprès de marxistes de la trempe de Trotsky, de les acquiescer en une situation où les événements imposaient d'agir plutôt que d'assimiler, et par surcroît d'agir vite. La rafale révolutionnaire entraînait vers Moscou les meilleurs éléments venus de tout l'horizon du mouvement ouvrier, mais ceux-ci amenaient obligatoirement avec eux leurs préjugés et leurs illusions. Tant que la rafale soufflerait, on pouvait lui faire confiance pour qu'elle balaye impétueusement tous les germes néfastes; mais on devait tout craindre si le vent de la révolution venait à tomber.

Voilà pourquoi notre courant manifestait, dans l'Internationale, une grande circonspection à l'égard des éléments venus du syndicalisme révolutionnaire. Voilà pourquoi, lors de sa première rencontre avec Rosmer à Moscou, Bordiga « tint à prendre ses distances », comme le note, non sans un léger pincement, le militant défunt dans son ouvrage « Moscou sous Lénine ». C'était pour le responsable de la fraction abstentionniste, « prendre ses distances » avec le représentant d'une école non-marxiste dont la conviction révolutionnaire ne pouvait être mise en doute, mais dont l'éclectisme politique, en cas de reflux international, était d'autant plus dangereux qu'il était sincère. Face aux éléments comme Rosmer notre courant eut toujours, d'ailleurs, une attitude très nette, reconnaissant leurs mérites de combattants et de révolutionnaires, mais relevant sans pitié leur orientation foncièrement étrangère au marxisme. Parlant d'eux au Congrès de Marseille du P.C.F. en 1921, Bordiga déclarait que le parti « avait raison de travailler avec eux parce qu'ils comptaient bon nombre de braves ouvriers qui pourront être gagnés aux méthodes communistes de lutte contre les réformistes », mais il rappelait que le syndicalisme révolutionnaire avait, sur la question de *l'exercice du pouvoir* des

conceptions toutes différentes de celles des communistes, que ses membres avaient « une conception toute différente de la nôtre du développement de l'histoire », « qu'ils avaient « une critique différente de la société capitaliste », « qu'ils traçaient un *processus différent de l'émancipation prolétarienne* ». Cette délimitation et ces critiques seraient peut-être devenues inutiles si la révolution européenne avait triomphé, mais elles ont pris toute leur importance dans une décomposition du communisme international telle que *toutes les déviations*, du syndicalisme au réformisme, y compris leurs nuances et sous-nuances, y acquièrent, progressivement *droit de cité*, de Tito à Khrouchtchev, de Togliatti à Mao-Tse-Tung.

L'ÉPREUVE DE LA CONTRE-REVOLUTION

La « bolchevisation » de 1924, qui élimina tous les dirigeants révolutionnaires des P.C., ne pouvait d'autant moins épargner Rosmer, qu'il était ami personnel de Trotsky. A la différence des autres syndicalistes également bannis du parti par Moscou et qui retournèrent à leur mouvement d'origine, Rosmer resta fidèle à l'organisateur de l'armée rouge et participa à la fondation de la IV^e Internationale. Il ne se trouva pas très à l'aise, nous dit-on, dans ces noyaux de ternes manœuvriers auxquels Trotsky imposa les stratégies les plus saugrenues, et c'est pourquoi il se consacra finalement à son œuvre sur « l'Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre », ouvrage qui restera une des sources les plus sérieuses et documentées pour l'étude de cette époque.

Mais, dès lors, Rosmer, en dépit de sa collaboration régulière aux journaux syndicalistes, n'a plus été qu'un *témoin* des années cruciales qu'il avait vécues ; un témoin sincère et passionné sans doute, mais dont l'œuvre représente bien plus une chronologie précise du passé qu'un enseignement pour les luttes de l'avenir. La contre-révolution est la pierre d'achoppement, non seulement de la valeur individuelle et du courage des révolutionnaires, mais plus encore, de la solidité de la doctrine qu'ils professent.

A la lueur de 40 années de reflux prolétarien, il ne nous est plus difficile de justifier notre réticence passée à l'égard de Rosmer, syndicaliste puis trotskyste. Cette réticence répondait à une intuition de ce qui allait se passer et dont la reprise prolétarienne de l'avenir ne manquera pas de tenir compte. Nous disions en 1920 que la III^e Internationale ne devait compter dans ses rangs que d'authentiques marxistes acceptant intégralement tout le programme communiste, que les syndicalistes révolutionnaires ne devaient y être accueillis qu'avec circonspection. Contre l'opportunisme du centre de l'I.C., nous ne voulions pas lutter à leur côté dans la confusion, car nous estimions leur « conception de l'émancipation prolétarienne » dangereuse, aussi dangereuse que la position des réformistes. Eh bien, non seulement la fidélité de Rosmer à la cause révolutionnaire constitue, parmi les syndicalistes du parti une rare exception (peut-être la seule), mais encore toutes les formules et solutions qui, à ses yeux de syndicaliste, représentaient la fin des fins pour la libération du prolétariat, sont désormais devenues des armes de la conservation sociale bourgeoise.

Le syndicalisme révolutionnaire est bel et bien mort en 1914, mais non pas toutes les conceptions qu'il a inspirées et qui nient la dictature du prolétariat en prônant les « conseils d'usine », la « gestion ouvrière » et autres formules semblables. Cette déviation « au second degré » a infesté tout le mouvement communiste recrutant ses représentants aussi bien chez les communistes dégénérés en syndicalistes que chez les anciens syndicalistes déguisés en communistes, mais toujours sous l'égide de la servilité à l'égard de la contre-révolution stalinienne et de son continuateur Khrouchtchev. Pour un Rosmer demeuré fidèle à son idéal subversif, combien de Frachon et de Monmousseau, parmi les transfuges

du syndicalisme révolutionnaire, sont-ils passés du côté du bourreau de Moscou ? D'autre part, existe-t-il un seul mot d'ordre dans tout l'arsenal théorique du syndicalisme qui ne soit devenu une arme du capitalisme, soit pour convaincre les ouvriers que, grâce à ces mots d'ordre leur révolution est *déjà faite*, soit pour les persuader que, devenant leur propre patron grâce à la gestion de l'entreprise, cette révolution est devenue inutile ? Dans un cas comme dans l'autre, cela n'est dit que pour les détourner de la lutte politique pour la prise du pouvoir et l'établissement de leur dictature de classe.

Pour tous les philistins modernes il semble que, de la joute historique entre syndicalistes et « apparentés » d'une part, marxistes de l'autre, les premiers soient définitivement sortis vainqueurs. Leurs mots d'ordre « gestionnaires » gagnent partout du terrain, tandis que tous, même le « communiste » Khrouchtchev, nous convient à renier la dictature du prolétariat chère à Marx. La « gestion ouvrière » n'existe-t-elle pas à Cuba ? « l'autogestion » à Alger ? les « conseils ouvriers » chez Tito ? C'est en réalité d'une façon plus dialectique qu'il faut voir les choses et, pour nous, la cause est entendue, mais d'une manière toute différente : c'est le syndicalisme *comme formule de libération prolétarienne* qui est battu. Précisément parce que la dictature du prolétariat n'existe plus nulle part et parce que toutes les formules syndicalistes ne triomphent que comme mots d'ordre des divers complices de la domination bourgeoise. L'étendue de la défaite internationale ouvrière où la lutte anti-impérialiste n'a servi qu'à la bourgeoisie, où la surexploitation la plus inouïe fait rage, où les grèves ouvrières sont trahies avant même de commencer le prouve amplement.

CONCLUSION

Il fallait dire cela, bien que nous nous gardions d'imputer à Rosmer, le militant, l'oppositionnel, ce triste aboutissement des conceptions à la défense desquelles il a voué sa vie. S'il n'est guère de possibilité dans la lutte politique, dans le combat de tous les jours pour la sauvegarde des principes, de séparer, dans la critique, l'homme des idées qu'il défend, cette disjonction devient un devoir lorsque l'adversaire honorable n'est plus qu'un militant qui s'éteint. En Rosmer nous ne voulons plus voir que l'ultime expression honnête et généreuse d'une tendance qui puisait ses ressources de lutte à la racine même de la tradition révolutionnaire du prolétariat français, historiquement plus accueillant à l'anarchisme qu'au marxisme.

Du syndicat peut surgir la révolte la plus exacerbée mais non pas la conscience des buts et moyens de l'émancipation du prolétariat : voilà ce que nous enseigne l'histoire. Le cas Rosmer constitue une exception, mais aussi une confirmation puisque tout en se jetant corps et âme dans le mouvement communiste, Rosmer ne devint jamais un marxiste. Cette constatation n'a rien d'injurieux pour sa mémoire, au contraire, puisqu'elle met en évidence le courage et la probité d'un militant privé à un tournant crucial de son évolution du seul « milieu » qui, en définitive, conditionne la clairvoyance et la ténacité des lutteurs prolétariens : le parti de classe.

C'est dans cet esprit que nous nous inclinons devant sa dépouille, conscients de lui rendre un hommage plus sincère que la plupart de ceux qui se pressaient autour de son cercueil et qui, hormis quelques indéfectibles amis personnels, représentaient cette intelligentsia « de gauche », pour qui Rosmer fut surtout un membre honorable de la grande famille du socialisme *démocratique*. Nous, c'est le combattant révolutionnaire des années terribles, le militant se donnant corps et âme à la révolution russe et à la cause de la dictature prolétarienne que nous avons tenu à saluer.

Nos camarades d'Italie viennent de publier le premier volume (des origines à 1919) de la

STORIA DELLA SINISTRA COMUNISTA

Ce fort volume de 415 pages est divisé en deux parties. La première retrace la formation et les premiers pas de ce courant qui devait fonder le Parti Communiste d'Italie en 1921, lutter ensuite contre les premières manifestations d'opportunisme au sein de l'Internationale Communiste et dénoncer enfin le passage complet à la conservation capitaliste de l'Etat russe et des divers partis « communistes » nationaux. La seconde reproduit une série importante de documents (articles, motions et discours) qui illustrent les principaux points traités dans la première partie et prouvent également la stricte continuité doctrinale et politique qui unit la Gauche communiste de cette lointaine époque et notre Parti Communiste Internationaliste d'aujourd'hui.

La vie et la lutte de la Gauche communiste ne peuvent être enfermées dans les étroites limites du mouvement ouvrier italien ; bien au contraire, elles ne peuvent être comprises qu'à l'échelle du mouvement marxiste révolutionnaire international, de ses grandes luttes, de ses victoires et de ses défaites. C'est dire l'intérêt de cette histoire pour les militants communistes, quel que soit le cadre national dans lequel ils ont à mener leur lutte : plus que l'histoire d'un courant du socialisme, puis du communisme italien, elle est, en effet, l'histoire du marxisme orthodoxe — et donc révolutionnaire.

L'ouvrage est vendu en France au prix de 25 F. Règlements à Programme Communiste C.C.P. 2202-22, Marseille.

Le Prolétaire

SOMMAIRE DU N° 11 DE JUIN 1964

- Où est la folie ? Où est le réalisme ?
- Le renégat et le révolutionnaire.
- Un congrès qui s'arrose au pastis.
- La crise inévitable.
- Le congrès des renégats.
- La vie du Parti.

SOMMAIRE DU N° 12 DE JUILLET-AOUT 1964

- Contre de Gaulle ou contre le capitalisme ?
- Qui veut le commerce doit préparer la guerre.
- A chacun son adversaire (pourquoi nous attaquons le P.C.F.).
- Illusion et corruption au sein du prolétariat.
- Vacances : opium d'une société à abattre.
- Que les siens pleurent Thorez !

LECTEUR, SYMPATHISANT, ABONNE-TOI !

Le numéro : 0,20 F, abonnement annuel : normal : 2 F, de soutien : 5 F
abonnement combiné (« Le Prolétaire » et « Programme Communiste ») : 10 F

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 22. — Soutien Cazaubon, 12 F ; Un retraité P.T.T., 10 F ; Une femme de ménage, 5 ; Glise, 3,50 ; Réunion publique d'Aix du 22 avril, 25,21 ; Réunion publique d'Ax du 6 mai, 27,60 ; Réunion publique de Marseille du 16 mai, 9,95 ; En attendant le capitaine, 15 ; Salut à Adelino, 2 ; Pour « Le Prolétaire », 30 ; Pour la dictature du Proletariat, 10 ; Un postier rouge, 1,80 ; Pour l'abolition du salariat, 2,50 ; Vive le prolétariat révolutionnaire, 2,50 ; Un maçon, 1 ; Un docker, 1,50 ; Christian, 2 ; Russo, 2 ; Lucien, 2 ; Emile, 2 ; Roseline, 2 ; Suzanne, 2 ; François, 1 ; Piccino, 1 ; Georges, 1 ; Romain, 1 ; Christian, 1 ; Larbi, 1 ; Serge, 1 ; Jacques, 1 ; Roger, 1 ; Daniel, 1 ; Salut au petit révolutionnaire de Larbi, 11 ; Jean-Pierre, 1 ; Salut à Goupil, 2,80 ; Ignace, 1,60 ; Laurent, 1 ; Dominique, 1 ; Michel, 1 ; Robert, 1 ; Charles, 1 ; Oscar, 1 ; Ernest, 1 ; Marius, 1 ; Raoul, 1 ; Armand, 1,50 ; Marianne, 1 ; René, 1 ; Victor, 1 ; Roland, 1 ; Clément, 1 ; Marceau, 1 ; Mario, 1 ; Victor, 1 ; Alain, 1 ; Alex, 1 ; Franck, 1 ; Julien, 1 ; Georges, 1 ; René, 1 ; Louis, 1 ; Toussaint, 1 ; Tony, 1 ; OK, 1 ; Raoul, 1 ; Denis, 1 ; Emile, 1 ; Lucien, 1 ; Romain, 1 ; Suzanne, 1 ; Robert, 1 ; Ernest, 1,50 ; Marius, 1 ; Charles, 1 ; François, 1 ; René, 1 ; Jacques, 1 ; Benjamin, 1 ; Lucien, 1 ; André, 1 ; Georges, 1 ; Victor, 1 ; Marceau, 1 ; Joseph, 1 ; Guy, 1 ; Clément, 1 ; Marie, 1 ; Jean, 1 ; Ernest, 1 ; Siméon, 1 ; Raoul, 1 ; Mario, 1 ; Emile, 1 ; François, 1 ; Robert, 1,50 ; Christian, 1,20 ; Edouard, 1 ; Charlot, 1 ; Emile, 1 ; Romain, 1 ; Marcel, 1 ; Jean-Pierre, 1 ; Ignace, 1 ; Mathieu, 1 ; Jo, 1 ; Pierre, 1 ; Simon, 1 ; Jean-Claude, 1 ; Max, 1 ; Victor, 1 ; Henri, 1 ; Michel, 1 ; Irène, 1 ; Tony, 1 ; Simon, 1 ; Etienne, 1 ; Joseph, 1 ; Clément, 1 ; Guy, 1 ; Denis, 1 ; Serge, 1 ; Jacques, 1 ; Suzanne, 1 ; Roger, 1 ; Roseline, 1 ; François, 1 ; Piccino, 1 ; Bruno, 1 ; Rémy, 1 ; Georges, 1 ; Julien, 1 ; Ernest, 1 ; Jean, 1 ; Julien, 1 ; Antoine, 1 ; Mario, 1 ; César, 1 ; Lancry 29/5 : 75,50 ; Martin, 15 ; François, 10 ; Henri, 10 ; Jacques II, 5 ; Michel, 3 ; Guy, 10 ; Robert, 10 ; Serge, 5 ; Roger, 10 ; Jacques, 10 ; Thouri, 5 ; Ernest, 5 ; Libero, 40 ; Jean-Pierre, 10 ; Marianne, 10 ; Bruno, 10 ; Claude, 5 ; Hilden, 10 ; Bruno, 10 ; Nino, 5 ; Mario, 10 ; Martin, 10 ; Maurice, 20 ; Lasté, 10 ; Lucatillo, 10 ; Cavallini, 5 ; Cecchino, 5.

Total liste N° 22	F 644,16
Total des listes précédentes	F 9.922,19
	10.566,35

« Programme Communiste » est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.
Kiosque place du Théâtre-Français.
Librairie du XX^e Siècle.
Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.
Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.
Presses Universitaires de France.
Librairie Montchestien, 158, rue St-Jacques.

MARSEILLE

Kiosque de la Vieille Bourse du Travail, rue de l'Académie ; **Librairie des Cinq Avenues**, 9, av. Mal-Foch ; **Kiosque** angle Bd Baille et av. de Toulon ; **Maison de la presse**, extrémité Bd Baille, face hôpital Timone ; **Kiosque** place J.-Jaurès, face à la rue des Trois-Mages ; **Kiosque** place Félix-Baret, face P. et T. ; **Kiosque Alcazar**, cours Belzunce, face au théâtre ; **Kiosque** cours d'Estienne-d'Orves ; **Massilia Actualités**, rue de Lyon, angle Bd Oddo ; **Kiosque** place Audran.

LYON

Librairie Martischang, 67, rue V.-Hugo (2^e) ; **La Maison de la Presse**, 68, rue de la République (2^e).

AIX-EN-PROVENCE

Librairie Goulard, 37, cours Mirabeau.
Librairie de l'Université, 12 A, rue du Nazareth ; **Maison de la Presse**, cours Mirabeau.

TOULON

Maison de la Presse, bd de Strasbourg ; **Kiosque du Hall de la Gare.**

BRUXELLES

Librairie Lefèbre, 7, rue des Colonies.
Présence Africaine, 40, rue des Champs-de-Mars.

FLORENCE

Libreria Marzocco, via Martelli ; **Libreria Feltrinelli**, via Cavour.

GENES

Libreria Athena Feltrinelli, via P.E. Bensa 32/2 ; **Libreria Mario Bozzi**, via Cairoli 2 a/r ; **Libreria Bozzi**, via Balbi, di fronte Università.

NAPLES

Libreria Maone, via Scarlatti ; **Libreria Fiorentino**, Calata Trinità Maggiore ; **Libreria Deperro**, via dei Mille ; **Libreria Partenia**, via Chiaia ; **Edic. ang.** via Roma, Angiporto Galleria ; **Edic. ang.** piazza Bovio, via Campodisola.

MILAN

Libreria Feltrinelli, via Manzoni ; **Libreria Algani**, piazza Scala ; **Libreria Casiroli**, corso Vitt. Emanuele I ; **Edic. Perego**, Galleria Corso ; **Libreria San Babila**, corso Monforte 2 ; **Edic. Asti**, piazza Fontana ; **Libreria Sella**, corso Porta Vittoria ; **Libreria Cantoni**, via Visconti di Modrone 29.

TURIN

Libreria Ape d'Oro, Corso Francia 35 ; **Libreria Petrini**, Via Pietro Micca ; **Libreria Stampatori**, Via Stampatori 21 ; **Libr. Zago-Calderini**, Via S. Anselmo 13 ; **Ed Piazza Carlo Felice** ; **Ed. Via Garibaldi**, ang. Corso Valdocco ; **Ed. Via XX Settembre**, ang. Via S. Teresa.

VENISE

Libreria Internazionale, Rio Terà de Nomboli (San Polo).

ZURICH

Librairie Pinkus, Froschaugasse.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

DIRECTEUR-GERANT

F. GAMBINI

adresser toute correspondance à :
« PROGRAMME COMMUNISTE », Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert
ou Boîte Postale n° 24 PARIS 19^e
C.C.P. Programme communiste 2202-22 Marseille